



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 342 - 8 novembre 2017

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015

SOMMAIRE

- 1 - 25 novembre 2017 : Allons-nous dire enfin stop aux violences contre les femmes ? - Appel d'un Collectif unitaire sur Paris-Ile de France - Page 2
 - 2 - La loi punit les violences contre les femmes : rendons-la visible ! - **FIT, Une femme un toit**
 - 3 - Appel à la "Rencontre continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme" - Montevideo, du 16 au 18 novembre 2017 - Marche Mondiale des Femmes - Page 3
 - 4 - Un tribunal portugais justifie la violence contre une femme - liberation.fr - Page 4
 - 5 - Passons de #MeToo à #PlusJamais ! - Les effronté-e-s - Page 5
 - 6 - Les créateurs du 06 "anti-relous" harcelés: "C'est une police politique de la pensée" - Propos recueillis par Paul Conge - Page 6
 - 7 - Pétition : Décrétez un plan d'urgence contre les violences sexuelles #1femmesur2 - Page 7
 - 8 - Le Mouvement du Nid salut la mise en place des premiers parcours de sortie de la prostitution et demande plus de moyens pour leur mise en œuvre ! - Page 8
 - 9 - Et le prix International pour la Liberté des Femmes va à ... Harvey Weinstein ? - Annette Lévy-Willard - [libération.fr](http://liberation.fr) - Page 9
 - 10 - L'argumentation queer en faveur d'une dériminalisation de la prostitution et du proxénitisme ne résiste pas à un examen minutieux - Julie Bindel - [The Independent](http://TheIndependent.co.uk) - Page 11
 - 11 - « Il faut anéantir l'idée d'un désir masculin irrépressible » - Françoise Héritier - lemonde.fr - Propos recueillis par Annick Cojean - Page 12
 - 12 - Extrait des actes du colloque "Patriarcat : prostitution, pédocriminalité et intégrismes" - Propos de Mélusine Vertelune - Page 18
 - 13 - La Table d'Heshima au Food Market - Jeudi 9 novembre - Page 21
 - 14 - "Les violences à l'encontre des Femmes : ici et ailleurs un même fléau dévastateur. Dénonçons ! Agissons !" - Romans - 24 novembre - Page 21
 - 15 - Inauguration de l'allée Maya Surduts à Paris- 26 novembre - Page 21
 - 16 - « Sortir du silence » - FDFA - 24 et 28 novembre - Page 21
 - 17 - Le sport, un bastion du sexisme ou un outil pour sortir des violences ? - Paris - 23 novembre
 - 18 - Séminaire "Lutter contre le mariage forcé - Soutenir le libre choix amoureux et l'autonomie des jeunes" - ADRIC, Voix de Femmes et Conseil Régional IdF - Paris - 27 novembre - Page 22
 - 19 - Livre : « Les sensibilités religieuses blessées - Christianisme, blasphèmes et cinéma - Jeanne Favret-Saada - Page 22
 - 20 - Novembre 2017 à la librairie Violette and Co - Page 22
 - 21 - Théâtre : Et j'ai pensé à la révolte #nous aussi - du 10 novembre au 29 décembre - Page 24
 - 22 - Livre : "Toutes des salopes ! Injures sexuelles, ce qu'elles disent de nous" - Sylvie Lausberg
 - 23 - Les Actes du colloque "Patriarcat : prostitution, pédocriminalité et intégrisme" - Page 25
 - 24 - La Guide de voyage - vu sur <http://egalactu.com> - Page 26
-

MOBILISATIONS

1 - 25 novembre 2017 : Allons-nous dire enfin stop aux violences contre les femmes ? - Appel d'un Collectif unitaire sur Paris-Ile de France

25 novembre 2017 : Allons-nous dire enfin stop aux violences contre les femmes ?

Manifestation

13h - Place de la Mairie - Montreuil

14h30 - République jusqu'à la Place de l'Opéra

Le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes, arrive cette année dans une actualité brûlante. Deux semaines après que le viol d'une enfant de 11 ans ait été requalifié "d'atteinte sexuelle" par le parquet, des centaines de milliers de femmes victimes de harcèlement et d'agressions sexuelles se mobilisent pour dénoncer publiquement leurs agresseurs, connus ou non, avec les hashtags #BalanceTonPorc et #MoiAussi. Le mouvement est mondial.

Certains semblent découvrir le sujet et s'étonnent du nombre de victimes. Pourtant, les violences patriarcales contre les femmes ne sont pas des faits nouveaux. En France, les chiffres n'évoluent quasiment pas d'une année sur l'autre. En 2016, au moins 123 femmes ont été assassinées par leur conjoint ou ex. Chaque jour, 230 femmes adultes sont violées, et plus encore de filles mineures.

Les violences patriarcales prennent de très nombreuses formes : publicités sexistes et dégradantes, insultes, harcèlement dans la rue, cyberharcèlement, harcèlement sexuel au travail, lesbophobie, coups, agressions sexuelles, prostitution et traite, pornographie, mutilations sexuelles, mariages forcés, viols, violences conjugales, violences psychologiques, administratives et économiques, violences contre les femmes en situation de handicap, de vulnérabilité économique, femmes migrantes étrangères souvent victimes de double violence.

Ces violences sont universelles, et touchent toutes les femmes. Elles ont lieu partout dans le monde et sont le fait d'hommes de toutes origines, de tous milieux, de tous pays. Elles ne sont pas seulement le fait de "pauvres", "d'étrangers" ou d'hommes issus de "quartiers difficiles", comme on voudrait souvent nous le faire croire afin d'instrumentaliser la parole féministe à des fins racistes, ou pour stigmatiser les milieux populaires.

Malgré l'action des associations féministes et les témoignages de femmes victimes, la tolérance de la société face à ces violences reste très forte, et l'impunité des agresseurs reste la règle : 1% de violeurs seulement est condamné en France.

Il est temps que la société prenne la mesure des violences subies par les femmes du fait du système patriarcal et pour le maintenir. Arrêter les violences ne peut se faire sans un changement global des rapports entre les femmes et les hommes. Cela suppose une volonté de mener une politique publique contre les violences faites aux femmes, de grande ampleur. Cela exige un budget conséquent alloué au secrétariat d'Etat à l'égalité entre les femmes et les hommes. Les subventions aux associations, qui remplissent des missions de service public, doivent être pérennisées et augmentées. Leurs emplois doivent pouvoir être conservés car elles pâtissent en premier lieu de la suppression des contrats aidés.

Nous demandons une loi-cadre contre les violences et le sexisme, qui inclut :

- l'application des lois existantes, le renforcement de l'arsenal juridique, la fin de l'impunité et la protection des victimes ;
- la prévention et l'éducation à l'égalité dès le plus jeune âge, au respect et à la vie affective et sexuelle ;
- la formation des professionnel.le.s aux violences sexuelles et sexistes.

Le 25 novembre, femmes et hommes, manifestons pour enfin en finir avec les violences patriarcales contre les femmes !

Signatures à : collectifdroitsdesfemmes@gmail.com

2 - La loi punit les violences contre les femmes : rendons-la visible ! - FIT, Une femme un toit

Dès le 22 novembre, des affiches dans le métro parisien rappelleront la loi : violences conjugales, agressions sexuelles et viols. Les jeunes femmes en sont les premières victimes.

L'association FIT une femme, un toit gère un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (60 lits) pour les jeunes femmes (entre 18 et 25 ans) victimes de violences sexistes et sexuelles.

Aucune violence masculine contre les femmes n'est une affaire privée : la preuve, la loi punit toute violence sexiste ou sexuelle !

Parce que chaque année en France :

- Une femme meurt tous les 3 jours des violences de son conjoint ou ex-conjoint ;
- 223 000 femmes sont victimes des violences conjugales (physiques et/ou sexuelles)

Source : Délégation aux victimes, Etude nationale sur les morts violentes au sein du couple, Ministère de l'intérieur, 2015 ;

- 84 000 femmes âgées de 18 à 75 ans sont victimes de viols ou tentatives de viol

Source : MIPROF, La lettre de l'observatoire national contre les violences faites aux femmes, 2015

Et 100% des femmes qui prennent les transports en commun expriment qu'elles y ont été sexuellement harcelées. *Source : Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes.*

A l'occasion du <http://www.un.org/fr/events/endviolenceday> / 25 novembre «Journée internationale contre les violences faites aux femmes», nous allons rappeler la loi par une campagne d'affichage dans le métro parisien pour ce qui concerne le viol, les agressions sexuelles et les violences au sein du couple.

Ensemble rappelons la loi

Depuis des années notre association accueille des centaines de jeunes femmes. Elles disent toutes la même chose : leurs agresseurs n'ont aucune idée des sanctions qu'ils encourrent, les magistrats les condamnent à des peines bien inférieures à ce que la loi prévoit quand ils les condamnent.

Ensemble, grâce à votre contribution financière, nous sensibiliserons le grand public

Grâce à vos dons, nous pourrons lancer une campagne d'affichage dans les couloirs du métro parisien qui rappellera la loi en matière de violences conjugales, viols, agressions sexuelles.

Ensemble

Photographions les affiches dans les couloirs du métro du 22 novembre au 5 décembre 2017 et postons-les massivement dans ce laps de temps et toute l'année sur les réseaux sociaux **#jaiparticipéFIT**

Pour faire un don : <https://www.helloasso.com/associations/fit-une-femme-un-toit/collectes/les-violences-contre-les-femmes-la-loi-les-punies/don>

INTERNATIONAL

3 - Appel à la "Rencontre continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme" - Montevideo, du 16 au 18 novembre 2017 - Marche Mondiale des Femmes

Avec le slogan "Pas un pas en arrière ! Nous, les peuples, continuons à lutter !", les mouvements et organisations sociales et diverses expressions du champ populaire dans la région, nous avons construit un processus d'articulation et des luttes contre l'offensive des secteurs conservateurs et du capital sur le continent. En 2016, nous avons mobilisé des actions dans des dizaines de pays qui ont marqué notre réarticulation après la réunion tenue à La Havane en novembre 2015, où nous nous sommes convoqué-es pour commémorer le 10e anniversaire de l'échec de la ZLEA - Zone de

libre-échange des Amériques. Dans ce processus, nous continuons à stimuler notre résistance et nos propositions d'une société structurée sur des principes d'égalité, d'autodétermination des peuples, d'autonomie des femmes, des travailleurs-euses, des paysan-nes et des peuples autochtones, dans la justice sociale et écologique.

Suite à cette Journée continentale, nous convoquons la « Rencontre de Montevideo », événement qui nous permettra de continuer à accumuler des savoirs sur le contexte actuel de cette région et du monde. Nous voulons approfondir nos connaissances de la façon dont la logique du capital s'approprie de la vie des personnes et des biens de la nature. Nous souhaitons continuer à comprendre la façon dont les grandes entreprises et les grandes puissances bénéficient de la concentration de la richesse et de l'exploitation des majorités et de la manière dont ces pouvoirs se combinent pour attaquer la démocratie et la souveraineté des peuples.

Nous voulons partager et apprendre des luttes dans lesquelles nous sommes engagé-es sur nos territoires contre la marchandisation de la vie, pour la résistance contre les sociétés transnationales en affirmant la démocratie et l'intégration des peuples comme nos réponses. Nous échangerons sur nos expériences de lutte et de résistance sur les territoires, sur nos lieux de travail, dans les communautés et dans les différents espaces où les femmes et les hommes se soutiennent dans leurs efforts pour construire un projet de justice, d'inclusion, de tolérance et respect qui fasse référence, et que les peuples et les nations revendiquent.

Nous, de la « Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme » comme un processus en construction, nous nous retrouverons à Montevideo pour approfondir nos visions communes, pour y ajouter de nouvelles voix et de nouveaux-illes protagonistes. Nous ne doutons pas que durant cette rencontre nous avancerons ensemble dans notre construction comme sujet politique qui comprendra de plus en plus de luttes et de mobilisations continentales. La solidarité et l'internationalisme marquent nos actions et alliances en tant que peuples des Amériques et du monde.

Venez tous et toutes à Montevideo ! Les organisations sociales d'Uruguay et le peuple de Montevideo nous appellent à la célébration de nos victoires, à la construction de notre projet de peuple souverain et à une action concertée de mobilisation et de lutte.

Pas un pas en arrière ! Nous, les peuples, continuons à lutter !

4 - Un tribunal portugais justifie la violence contre une femme - liberation.fr

Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) portugais a annoncé ce jeudi l'ouverture d'une enquête sur un verdict du tribunal de Porto justifiant la violence d'un homme par l'infidélité de son épouse. Le CSM avait dans un premier temps exclu d'intervenir malgré la levée de boucliers dans le pays, faisant valoir l'indépendance des tribunaux, avant d'annoncer l'ouverture d'une enquête dans un communiqué publié sur son site internet.

Des juges d'un tribunal de Porto, deuxième ville du Portugal, ont accordé des circonstances atténuantes à l'accusé, le condamnant à 15 mois de prison avec sursis et à une amende de 1 750 euros, alors que le ministère public réclamait une peine de trois ans et six mois ferme. «L'adultèbre commis par une femme est une conduite que la société condamne et condamne fortement», peut-on lire dans la décision du tribunal de Porto, qui explique «comprendre la violence de l'homme, victime de cette trahison après avoir été vexé et humilié par sa femme». «Dans la Bible nous pouvons lire que la femme adultère devait être punie par la peine de mort», rappelle le texte qui cite également la lapidation de femmes infidèles dans certaines sociétés et une loi portugaise de 1876 prévoyant des peines légères à l'encontre d'un homme qui tuait sa femme coupable d'adultèbre.

Pétition : Ce jugement, rendu public lundi, a suscité une vive émotion au Portugal. «Nous sommes perplexes et révoltées», affirme l'UMAR (Union de Femmes Alternative et Réponse), qui à l'instar

d'autres mouvements féministes comme l'APAV, association portugaise des femmes juristes, ou CAPAZES, qui se bat pour l'égalité des genres, «condamnent» le verdict.

«Cette décision légitime tout simplement la violence conjugale contre les femmes», a fait valoir l'UMAR dans un communiqué ajoutant qu'évoquer la Bible au cours d'un jugement constitue une atteinte «à l'Etat de droit dans lequel nous vivons».

Une pétition lancée sur les réseaux sociaux pour protester contre cette décision avait recueilli plus de 15 000 signatures de personnes s'estimant «choquées», tandis qu'un appel à manifester était lancé pour vendredi.

Invité à réagir, le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa, un conservateur, s'est contenté de rappeler qu'en tant que chef de l'Etat il se devait «de faire respecter la constitution (...) de 1976».

TEXTES

5 - Passons de #MeToo à #PlusJamais ! - Les effronté-e-s

Les effronté-e-s font partie, via la signature de leur porte-parole Fatima Benomar, des 100 cosignataires de la pétition et de l'appel : Violences sexuelles : "Monsieur Macron, décrétez maintenant un plan d'urgence."

Il est temps, en effet, que le grand mouvement de libération de la parole des femmes sur les violences qu'elles subissent se concrétise dans les faits par des politiques publiques volontaristes !

À l'approche du 25 novembre, Journée Internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, les effronté-e-s réclament un plan d'urgence englobant : formation de tout-es les professionne-les confronté-es à l'accueil des femmes victimes de violences ; subventions multipliées pour les associations qui accueillent les femmes victimes afin qu'elles puissent embaucher des salariées en CDI et consolider leur action ; plus de places d'hébergement d'urgence ; des référent-es spécialisées dans toutes les gendarmeries et les commissariats ; des campagnes d'État pérennes d'information et de sensibilisation ; un vrai programme scolaire contre le sexisme et pour l'égalité, de la maternelle au supérieur ; l'accès intégralement remboursé aux soins, aux examens médicaux, à l'accompagnement médical et psychologique des victimes ; l'interdiction des publicités dégradantes qui banalisent les violences sexistes ; l'allongement des délais de prescription pour porter plainte contre les délits et crimes sexuels ; l'interdiction de la médiation pénale et familiale quand les femmes portent plainte pour violences conjugales, comme le préconise la Convention d'Istanbul ratifiée par la France ; l'identification de l'âge de 15 ans en dessous duquel on ne peut qualifier un délit ou un crime sexuel d'atteinte sexuelle ; l'interdiction de la résidence alternée en cas de divorce / séparation s'il y a des violences conjugales.

cyberharcèlements punitifs organisés : Nous appelons à ce qu'on n'entrave plus les initiatives féministes en ligne qui essayent justement de remédier au manque de volonté politique !

Il y a quelques jours, la très bonne initiative du "numéro anti-relou" lancée par Clara Gonzales et Elliot Lepers pour aider les victimes de harcèlement de rue à se défaire de leurs harceleurs a dû être désactivé à cause d'une vague de cyberharcèlement lancée depuis le forum 18-25 ans de jeuxvideos.com. Un individu s'est même présenté à leur domicile et a sonné plusieurs fois avant de repartir. Ces membres du même forum s'en prennent désormais à Nadia Daam, journaliste à Europe 1 qui les a dénoncé via une chronique. Internet ne peut rester une zone de non droit : Il est temps de condamner le cyber-harcélement, et que les coupables soient débusqués et punis.

D'autant que ces raids contre ce que les cyberharceleurs appellent les « féminazis » sont quasiment ritualisés. Nous pouvons aussi citer l'exemple de Caroline de Haas qui a eue droit de la part de la Justice à un non-lieu, faute d'avoir pu identifier les auteurs. L'année dernière, c'est la militante Flo Marandet qui en a fait les frais. On peut encore trouver des menaces de viol et de mort à son encontre, comme les coupables s'en vantent eux-mêmes. Or selon le Code pénal (Article

222-17), « La menace de commettre un crime ou un délit contre les personnes dont la tentative est punissable est punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende lorsqu'elle est, soit réitérée, soit matérialisée par un écrit, une image ou tout autre objet. »

Le monde virtuel est, en vérité, un monde bien réel : L'attaque a aussi consisté à envoyer des dizaines de mails au rectorat et à la principale du collège où enseigne Flo Marandet, en se faisant passer pour des parents inquiets de propos antisémites et de « propagande LGBT » qu'elle aurait tenu, ou encore qu'elle sous-noterait les élèves masculins, autant de fausses informations. Flo Marandet s'en était sortie avec 8 jours d'ITT. Or selon l'article 226-10 du Code pénal, le délit de dénonciation calomnieuse est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

Au delà des topics misogynes quotidiennement publiés sur le forum, beaucoup de topics rendent également publiques des discussions ou des photos privées échangées sur Tinder ou par sms entre les forumeurs et des jeunes filles, en ne masquant ni les discussions, ni les photos, ni les noms de ces jeunes filles, ce qui les mets potentiellement en danger. Bien avant le #Balancetonporc, le hashtag #HelloJVC avait dénoncé ces procédés. À quand les actes ? Les effronté-e-s réclament aux pouvoirs publics d'assurer la sécurité des utilisatrices/teurs du web, en diffusant une circulaire rappelant aux agent-es de police leur devoir de prendre les plaintes, en cherchant les coupables en ligne et en leur appliquant des sanctions dissuasives et exemplaires.

<http://1femmesur2.fr>

6 - Les créateurs du 06 "anti-relous" harcelés: "C'est une police politique de la pensée" - Propos recueillis par Paul Conge

Le numéro "anti-relous" et ses deux créateurs ont été la cible de plusieurs attaques coordonnées d'usagers du forum du site Jeuxvideo.com, ainsi que de menaces de mort. D'après Elliot Lepers, qui a lancé le dispositif avec Clara Gonzales, une plainte devrait être déposée dans les 48h, le temps qu'ils rassemblent les preuves. Il l'explique à RMC.fr. Elliot Lepers est webactiviste et co-créateur d'un numéro "anti-relous" pour prévenir le harcèlement de rue. Attaquée, la ligne est temporairement désactivée.

"Le numéro a été largement relayé dans la presse ce week-end. Mais lundi, en fin d'après-midi, une opération a commencé à s'organiser entre plusieurs membres du forum 18-25 du site jeuxvideo.com, édité par Webedia.

Ces gens-là sont des habitués de ce genre d'opérations de harcèlement en ligne vis-à-vis de militantes le plus souvent féministes. Ils développent une idéologie anti-féministe primaire accompagnée de toute une idéologie d'extrême droite, nazie, antisémite, etc... Des messages par milliers ont été adressés au service pour saturer le système avec la volonté affichée de nous causer un préjudice financier (chaque SMS traité coûte 16 centimes d'euros). Ils voulaient utiliser ce qu'ils considéraient comme une faille pour nous blesser financièrement. En gros, il y a 20.000 SMS d'envoyés en moins de 6 heures, grâce à des robots. Ils se sont partagés des liens d'application pour faire ça facilement.

"Des menaces de mort": Ensuite, tout ça a évolué pour nous attaquer Clara Gonzalez et moi-même, en diffusant nos données personnelles, adresses, numéros de téléphone, qui ne sont pourtant accessibles que dans certains registres professionnels. Il y a aussi eu une organisation pour faire ce qu'ils appellent des "pizzarettes", c'est-à-dire commander des dizaines de plats sur Alloresto en les livrant à notre adresse. C'est très facile à faire, mais le site est équipé et arrive à détecter ce genre de comportements. Rien n'a toutefois été livré. Et puis lundi, à 23 heures, un inconnu a sonné plusieurs fois au domicile de l'un de nous : il est reparti après avoir été éconduit. "On est au-delà du dérapage"

On est au delà du dérapage, on est dans quelque chose qui est qualifiable pénalement. On parle de condamnations à 5 ans d'emprisonnement à 150.000 euros d'amende pour perturbation du

système informatique. Plus les menaces de mort, plus le harcèlement, plus l'intimidation, etc... On a désactivé la ligne. Cela nécessitait trop d'attention et on voulait mettre fin à ces flots de messages, sécuriser la ligne et apporter une réponse légale. On rassemble des éléments de preuve qui permettront d'identifier les responsables et on a suffisamment d'éléments pour en poursuivre plusieurs d'entre eux.

"Ils en assumeront très prochainement les conséquences" : On est extrêmement préparés à ce genre d'actions parce qu'on les connaît. Clara travaille sur les questions de cyber-harcèlement et les réponses juridiques à y apporter, même si c'est encore compliqué de le qualifier pénalement. On a pu ne pas céder à la panique et prendre le temps de récolter minutieusement les preuves qui étaient laissées par l'amateurisme de ces usagers de jeuxvideos.com. Ils devront en assumer très prochainement les conséquences. On espère parvenir à un dépôt de plainte dans les 48 heures.

L'intolérance à l'égard de ces comportements monte. Ces tentatives de déstabilisation, c'est une police politique de la pensée qui s'opère par la violence. Ce sont des ressorts fascisants visant à réduire au silence des militants politiques. On voit bien que ça dérange une minorité d'hommes anti-féministes au croisement d'idéologies extrêmement nauséabondes, qui ne supportent pas l'évolution de la société. Celle-ci arrive pourtant à grands pas."

7 - Pétition : Décrétez un plan d'urgence contre les violences sexuelles #1femmesur2

Je m'appelle Caroline De Haas. Comme des millions de personnes à travers le monde j'ai été victime de violences sexuelles parce que je suis une femme. Comme pour beaucoup, les violences que j'ai subies ont eu des conséquences sur ma confiance en moi, ma santé, mes relations sociales et au final ma capacité à construire et penser ma vie librement. Nous sommes des millions de femmes, en France, comme à la surface de la planète à perdre du temps et de l'énergie, à gâcher une partie de notre vie à cause d'agresseurs qui ne sont, dans l'immense majorité des cas, jamais inquiétés, jamais nommés, jamais condamnés. Ce n'est plus possible. Ces violences ne sont pas une fatalité. Elles peuvent cesser.

Comment ? En mobilisant l'ensemble de la société autour d'un objectif commun : zéro violence sexuelle. En faisant appliquer la loi, en formant les professionnel.le.s, en apprenant à chaque jeune de ce pays que la violence contre les femmes n'est pas tolérable, en lançant des campagnes de prévention massives pour changer les mentalités.

C'est l'objet de cette pétition. Le Président de la République doit lancer un plan d'urgence pour mettre fin aux violences. Il peut y mettre les moyens. Il suffit qu'il le décide. Cela prendra du temps ? Peut-être. Mais si nous ne commençons pas, cela ne cessera jamais.

Plus d'une centaine de personnalités ont accepté de signer cette lettre au Président, publiée dimanche 5 novembre dans le Journal du Dimanche. Rejoignez-nous !

Monsieur le Président, Nous savons votre agenda chargé. Vous n'avez pourtant pas pu passer à côté. Depuis des jours, plusieurs centaines de milliers de messages sont apparus sur les réseaux sociaux pour témoigner de l'ampleur des violences sexuelles que subissent les femmes en France.

1 femme sur 2 a déjà été victime de violences sexuelles. Certaines ne sont plus là pour signer cette tribune, mortes sous les coups. Certaines sont plus particulièrement concernées parce qu'elles sont en situation de handicap, lesbiennes ou subissent le racisme.

L'avez-vous en tête lorsque vous vous déplacez, rencontrez des citoyennes et citoyens, présidez une réunion ou un dîner officiel ? Une sur deux.

Monsieur le Président, les premières signataires de cette lettre ont été, comme tant d'autres, harcelées, agressées ou violées. Comme tant d'autres, elles ont souvent du faire face au déni de leurs entourages, à l'absence de prise au sérieux par les services de l'État, à la tentative de notre

société de leur faire croire que ce n'était pas si grave ou qu'elles avaient bien dû faire quelque chose pour en arriver là.

Toutes et tous, nous sommes témoins du silence vertigineux de notre société. Un insupportable déni collectif. Au fond, notre société maltraite les femmes.

Monsieur le Président, tout cela, vous le savez. Alors, pourquoi cette lettre ? Parce que vous avez le pouvoir de faire en sorte que ces violences sexuelles cessent.

La puissance publique a déjà réussi par le passé à changer des mentalités et des comportements qui nous semblaient inamovibles tellement ils étaient ancrés dans nos habitudes. Qui aurait dit il y a 30 ans que nous réussirions à diviser par 4 le nombre de morts sur les routes ? Qui aurait dit il y a 20 ans que le tri du papier semblerait aujourd'hui presque une évidence ?

Monsieur le Président, dans la rue, au travail comme à la maison : l'intolérance aux violences doit devenir la norme.

Je vous demande en signant cette pétition de décréter un plan d'urgence. Maintenant.

1. Doublez immédiatement les subventions des associations qui accueillent les femmes au téléphone ou physiquement et doublez le nombre de places d'accueil pour les femmes victimes.

2. Organisez dès 2018, de manière systématique et obligatoire, une formation de tous les professionnel.le.s en contact avec des femmes victimes : enseignant.e.s, magistrat.e.s, policier.e.s, gendarmes, professionnel.le.s de santé, notamment de la santé au travail.

3. Créez au collège un brevet de la non-violence sur le modèle du brevet de la sécurité routière, obligatoire dès la rentrée prochaine.

4. Rendez obligatoire la formation des salarié.e.s et managers à la prévention du harcèlement sexuel au travail, instaurez une négociation obligatoire en entreprise sur ce sujet et protégez l'emploi des femmes victimes.

5. Lancez une campagne nationale de prévention équivalente à celles que nous avons connues sur la sécurité routière, campagne que vous pourriez venir présenter au JT d'une grande chaîne pour affirmer, en tant que chef de l'Etat, que les violences n'ont plus leur place dans notre pays.

Cela ressemble à un plan d'attaque ? C'en est un. Monsieur le Président, nous sommes face à une crise grave. Êtes-vous de notre côté ?

8 - Le Mouvement du Nid salut la mise en place des premiers parcours de sortie de la prostitution et demande plus de moyens pour leur mise en œuvre !

Courant octobre, les premiers parcours de sortie de la prostitution ont été validés par les commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains créées par la loi du 13 avril 2016. Nous nous en félicitons !

C'est une étape majeure sur le chemin de l'application de la loi visant au renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel, qui devient un peu plus réalité. Pour notre Présidente, Christine Blec, « Enfin, l'Etat donne un signal fort aux personnes qui souhaitent des alternatives à la prostitution : il est à leurs côtés ». Avec les commissions départementales et les premiers dossiers examinés et validés, on voit déjà un changement de regard sur la lutte contre la prostitution. Comme en témoigne Claire Quidet, notre porte-parole : « de par leur présence même au sein des commission, les institutions et associations qui les composent se sentent impliquées dans la lutte contre le système prostitutionnel et concernées par l'accompagnement des personnes qu'elles souhaitent aider ».

Après la dépénalisation des personnes prostituées et l'application de l'interdiction de l'achat d'actes sexuels par la pénalisation des clients prostitués, avec la mise en place de ces parcours de sortie c'est donc un nouveau volet fondamental de la loi qui est appliqué. C'est ainsi un pas vers notre objectif d'une société d'égalité entre les femmes et les hommes.

Mais nous ne crions pas pour autant victoire. Pour l'instant, ces parcours restent peu nombreux au regard des besoins (on estime à 37000 le nombre de personnes prostituées en France, dont l'immense majorité souhaiterait en sortir). En effet, les parcours de sortie ne sont pas effectifs sur tout le territoire et l'état d'avancement de la mise en œuvre de la loi n'est pas le même partout. Enfin, dans les délégations territoriales du Mouvement du Nid, l'accompagnement global des personnes est fragilisé par un manque de soutien financier.

Avec la loi du 13 avril 2016, l'Etat a pris un engagement fort : celui d'être aux côtés des personnes prostituées, et d'œuvrer contre le système prostituateur. Délégant l'accompagnement des victimes à des associations agréées, l'Etat doit leur donner les moyens, y compris financiers de mener à bien cette mission. Ces moyens ne doivent pas se limiter aux parcours de sortie mais doivent permettre de poursuivre l'accompagnement global et inconditionnel des personnes prostituées, qui est au cœur de l'action du Mouvement du Nid.

Encore une fois, comme l'explique Claire Quidet : « nous n'avons pas attendu la loi pour accompagner les personnes en situation de prostitution, et pour mener des actions de prévention auprès des jeunes pour qu'à l'avenir, le recours à l'achat d'acte sexuel diminue. Mais nous avons besoin que l'exécutif envoie un signal fort de sa volonté de mettre en œuvre la loi dans sa globalité, avec les moyens associés ».

Ce signal fort, c'est l'ensemble du gouvernement qui doit le donner, en impliquant tous les ministères concernés (Intérieur, Justice, Education nationale, Egalité femmes-hommes, Affaires étrangères, Travail, Affaires sociales, Santé), sous l'égide du chef du gouvernement !

9 - Et le prix International pour la Liberté des Femmes va à ... Harvey Weinstein ? - Annette Lévy-Willard - libération.fr

Cet homme, à lui seul, a déclenché un Tsunami de paroles, de prises de conscience, de plaintes en justice, de licenciements, de démissions. Trois semaines qui ont secoué le monde des hommes. Certes il ne l'a pas fait exprès mais Weinstein mériterait d'être décoré pour les conséquences extraordinaires des crimes dont on l'accuse.

Oui il a fallu trois semaines de réflexion au jury composé de moi et moi-même pour oser choisir le lauréat 2017 du prix international pour la Liberté des Femmes - ou *International Women Freedom Award* - que j'ai inventé. Je n'ai plus de doute aujourd'hui : le lauréat c'est Harvey Weinstein, ex mogul de Hollywood, prochainement célèbre inculpé de viols et multiple types d'agression sexuelle, peut-être condamné pour ces crimes, déjà mis au ban de la société..

J'ai hésité depuis que le tsunami Weinstein parti il y a trois semaines de New York a gagné la planète, que la vague de paroles déclenchée en Amérique a déferlé sur l'Europe. J'aurais bien donné la légion d'honneur à Harvey Weinstein mais l'ex homme le plus puissant de Hollywood l'avait déjà reçue à l'Elysée des mains de Nicolas Sarkozy (sur les conseils de son ministre de la culture Frederic Mitterrand ?) en mars 2012, une petite dernière avant de perdre les élections. Une légion d'honneur tellement mal fréquentée, avec pour compagnon de décoration le grand criminel de guerre Bachar Assad, entre autres, précédé par les criminels contre l'humanité Papon et autres Bousquet dans le passé, que ça ne me gênait pas d'ajouter un prédateur sexuel à cet ordre à l'honneur aléatoire (qu'Emmanuel Macron a l'intention de nettoyer un peu, on espère).

J'ai aussi pensé à lui décerner l'Oscar 2017 du Meilleur Féministe. Ce qui donnerait «*And the Oscar for Best Feminist goes to ...Harvey Weinstein !*» Risqué, ces jours-ci Hollywood a un peu perdu son sens de l'humour, chacun craignant de se retrouver dénoncé sur la liste #MeToo.

Nous sommes début novembre. Ces trois semaines - depuis que les journalistes du *New York Times* et du *New Yorker*, brisant l'omerta, ont révélé les premiers noms des 72 femmes persécutées sexuellement par Harvey Weinstein - ont secoué le monde des hommes. Rien n'était nouveau, mais rien n'avait été dit, ou écouté.

On est passé de Hollywood, du cas extrême de Harvey Weinstein - pas un «obsédé sexuel» mais un «prédateur» a très bien dit l'actrice Emma Thomson - à d'autres entreprises, les medias bien sûr, l'armée, la politique... Et puis, avec #balance ton porc et #MeToo on a ratissé large : une femme sur deux aurait été harcelée ou agressée dans sa vie. Ou plus. Weinstein coulé avec ses tonneaux autour du cou, on découvre que le dinosaure cachait la jungle.

Tout de suite la défense masculine, *bof c'est de la drague...* La différence entre drague et harcèlement n'est pourtant pas très compliquée, chers amis : harceler c'est utiliser son pouvoir ou sa position hiérarchique pour forcer une femme à accepter ou subir du sexe. Le mot-clé est *forcer*. Et aussi on n'aime pas la délation, le côté balancer ton porc... Mais on aimait le silence et l'impunité ? La délation pendant la dernière guerre qu'on évoque contre #balance ton porc

L'histoire est pourtant ancienne. Je me souviens des débuts du Women's Lib et du MLF, dans les années 70. On parlait de viol et agressions sexuelles et on découvrait avec stupéfaction que c'était arrivé ... à nous toutes. Et on a fabriqué des t-shirts avec des grosses lettres peintes : «When a Woman says NO it's NO» ou «Quand une femme dit NON c'est NON. » Ah bon ? Et puis ? Des lois, sympas, contre le harcèlement sexuel. Mais on porte plainte contre le boss et on perd son boulot. Ou on n'a pas de rôle dans le film. Ou pas de promo etc. Alors on hésite. Plus grave, le viol est enfin reconnu comme un crime, mais il vaut mieux s'être fait tabasser lourdement pour prouver qu'on n'était pas du tout consentante, ou être morte.

L'histoire ancienne avance doucement au vingt-et-unième siècle. La justice israélienne a bien destitué et envoyé en prison son président, Moshe Katzav, accusé de viol par son assistante. L'Eglise a commencé à reconnaître les milliers de viols d'enfants par des prêtres pédophiles. Avant même l'explosion Weinstein, Fox News avait dû virer son directeur, puis son journaliste vedette, Bill O'Reilly, après des dizaines de plaintes, et l'acteur Bill Cosby a été inculpé. Mais c'était après des années d'abus sexuels réglés à coup de centaines de milliers de dollars.

Depuis trois semaines la terre des hommes tremble. Je pense à Bob Dylan qui chantait déjà, en 1965, «Something is happening but you don't know what it is, Do you Mr Jones ?»

Mr Jones il se passe quelque chose... mais quoi ? «Cette façon de traiter les femmes doit s'arrêter maintenant» a dit l'actrice Gwyneth Paltrow que Harvey Weinstein avait lancée, et aussi harcelée, quand elle avait 22 ans. Le silence devient tonitruant, des centaines de milliers de femmes témoignent sur internet, des filles et des garçons courageux portent plainte, faisant tomber quelques célébrités : Gilbert Rozon, le producteur de télé canadien, l'acteur Kevin Spacey, le faux président de House of Cards. Maintenant Tariq Ramadan, le donneur de leçons religieuses qui ordonne aux femmes musulmanes d'être voilées et pudiques, peut dénoncer un complot de ses «ennemis», mais entre viols et pratiques sexuelles avec ses élèves mineures, le chouchou d'une certaine gauche risque de devoir se taire. Encore plus fort que le Tartuffe de Molière, il avait proposé un moratoire - pas une suppression - de la lapidation des femmes adultères. Là, franchement, on pourrait dire «merci Monsieur Weinstein» si on ne nageait pas dans l'obsène.

A la surprise générale la tornade continue, le vent ne retombe pas. Michael Fallon, le ministre de la Défense anglais, démissionne pour une main sur le genou d'une journaliste mais il est clair que cette main en cache d'autres et qu'il le sait. Le gouvernement chancelle mais le parlement aussi, une vingtaine de parlementaires britanniques seraient menacés de poursuites pour harcèlement sexuel.

Teresa May pourrait perdre sa majorité, Les Anglais qui finissent par comprendre que le Brexit n'est pas une bonne affaire pourraient faire machine arrière. Weinstein tombeur du Brexit ? Cela vaudrait une décoration européenne.

Dimanche la vague a atteint l'Autriche, le député Peter Pilz, ancien Vert et leader d'une «liste anti-establishment» a démissionné, accusé d'attouchements par des militantes.

Les pétitions fleurissent, l'appel à Macron pour un plan d'urgence des 100 femmes publié dimanche a été signé par 50 000 femmes en vingt-quatre heures. J'aurais préféré que la pétition soit mixte,

que tous se mobilisent, mais ce n'est qu'un début. Aux Etats-Unis 7000 femmes artistes ont signé une lettre dénonçant le harcèlement. Le mot «féministe» ne sent plus le poisson pourri, mais on peut s'en passer, il n'est plus utile : la colère a débordé les étiquettes et le militantisme classique, cela s'appelle un mouvement de masse ou, pour rester dans l'image aquatique, une vague de fond. Qui provoque quelques reflux de bile hystériques d'individus anonymes et nostalgiques du bon vieux temps de l'impunité qui profèrent des menaces sur internet.

«Something is happening »... Les lois vont changer, ou être appliquées, les policiers vont écouter plus attentivement les plaignantes dans les commissariats, les supérieurs hiérarchiques ne vont plus poser une main lourde sur l'épaule (version soft) des femmes qui travaillent. Nos amis masculins, inquiets pour la première fois, vont se poser des questions. Des plus essentielles aux plus futiles : «Alors, ça va finir comme dans les campus américains, où on ne peut plus prendre l'ascenseur avec une étudiante ?»

Ah l'ascenseur. Nous avions toutes, depuis longtemps, une liste virtuelle des types avec qui il ne faut pas prendre l'ascenseur. DSK y était inscrit. Weinstein aussi. Et beaucoup d'autres. Désolée, l'ascenseur reste un baromètre de bonne santé dans les relations entre les sexes, surtout dans les gratte-ciels.

La vague va finir par se calmer, un jour. L'histoire des femmes dans l'humanité c'est deux pas en avant, un pas en arrière, il y aura donc eu un pas en avant. Et c'est fou que le scandale d'un prédateur hollywoodien ait fait plus vite avancer cette histoire que notre demi-siècle de révolution féministe dans le monde occidental.

10 - L'argumentation queer en faveur d'une dériminalisation de la prostitution et du proxénétisme ne résiste pas à un examen minutieux - Julie Bindel - The Independent

La prostitution profite aux hommes qui souhaitent coloniser le corps des femmes, alors que la capacité d'échapper à la contrainte à l'hétérosexualité concerne la liberté personnelle de définir sa propre sexualité.

Au cours des dernières décennies, des campagnes dites de «droits des travailleurs du sexe» visant à dériminaliser le proxénétisme et l'achat de sexe se sont greffées aux luttes de libération des lesbiennes et des gais (ou, si vous souhaitez être à la mode, de la constellation LGGBDTTIIQQAAAPP). Il est logique à bien des égards que le mouvement pro-prostitution se présente comme faisant partie d'une fière campagne de justice sociale, puisqu'il contribue à perpétuer le mythe selon lequel la prostitution est libératrice.

J'ai entendu plusieurs fois des lobbyistes pro-prostitution comparer la campagne visant à légaliser le proxénétisme, la tenue de bordels et l'achat de sexe, avec la campagne qui a remporté, en 1967, une décriminalisation partielle des actes homosexuels au Royaume-Uni. En tant que lesbienne qui ne m'est jamais cachée et qui en est fière, je trouve cette analogie aussi offensante que traîtresse. La prostitution profite aux hommes qui souhaitent coloniser le corps des femmes, alors que la capacité d'échapper à la contrainte à l'hétérosexualité concerne la liberté personnelle de définir sa propre sexualité.

Le féminisme libéral (celui des «fun feminists») appuie depuis longtemps le lobby de la prostitution. Il le fait en accordant foi aux mensonges selon lesquels la prostitution peut être «sexuellement libératrice» pour les femmes et en tentant de s'associer, d'une façon ou d'une autre, à d'autres campagnes critiques du contrôle patriarchal de notre corps. Par exemple, la Sex Workers Alliance of Ireland (Alliance des travailleurs sexuels de l'Irlande) a prétendu tout de go l'an dernier qu'il existait un alignement étroit entre le mouvement pro-choix et la campagne visant à dériminaliser le proxénétisme et l'achat de sexe. L'argument utilisé par la SWAI était que les deux concernent l'autonomie du corps, alors qu'en réalité, le mouvement pro-prostitution plaide pour le «droit» des femmes appauvries à être sexuellement livrées aux hommes en échange d'argent.

Cet argument est obscène. La prostitution concerne le droit des hommes d'accéder au corps des femmes et de nous considérer et nous traiter comme des marchandises. La campagne féministe pour l'avortement légal est le contraire exact de cette dynamique, en défendant le droit pour chaque femme d'être exempte de l'oppression patriarcale.

En ignorant le fait que les jeunes hommes et les jeunes femmes qui sont rejeté·e·s par leur famille et leur communauté, ou isolé·e·s et intimidé·e·s par leurs pairs, risquent de se retrouver sans abri et forcée·e·s à l'exploitation sexuelle, nous trahissons cette jeunesse. J'ai rencontré plusieurs jeunes lesbiennes et gais en fugue qui ont été poussé·e·s à la prostitution par des proxénètes en quête de proies faciles.

Les lobbyistes pro-prostitution savent très bien l'avantage de s'aligner sur un groupe plus large d'activistes dits « subversifs ». Le mouvement se réclamant de « droits des travailleurs du sexe » trouve l'occasion d'un plus vaste soutien dans cette nouvelle alliance qui se développe sous la bannière arc-en-ciel.

L'une des activistes qui ont bénéficié de la convergence du mouvement LGBT et du lobby pro-prostitution est Irina Maslova, fondatrice en Russie du projet Silver Rose. « Nous avons des femmes, des hommes et des transgenres, et des gens faisant différents types de travail du sexe comme le striptease, le sadomasochisme et ainsi de suite », m'a déclaré Maslova. « Ils ont donc réussi à unir ce mouvement en trouvant le dénominateur commun. »

J'ai aussi rencontré une autre activiste, Sia, une féministe, lors d'un voyage de recherche en Australie l'année dernière. Elle m'a dit avoir commencé à fréquenter le milieu queer et s'être rapidement sentie pressée d'expérimenter le « travail du sexe ».

« À bien des égards, la prostitution y était très acceptée, en particulier au sein de la scène queer », dit Sia. « J'ai travaillé avec d'autres lesbiennes et nous nous trouvions géniales. »

Je lui ai demandé pourquoi elle pensait que les individus identifiés au queer désiraient tant accréditer le mythe entourant le travail du sexe ? « C'était cool et tendance », explique Sia. « C'était une image. Ça faisait partie du climat de la fête, de la prise de drogues. En fin de compte, il y a eu beaucoup de dégâts pour plusieurs des femmes qui ont participé à cela. »

J'ai également interviewé Thierry Schaffauser, un gai qui est militant des « droits des travailleurs du sexe », au sujet du lien entre ces deux mondes. « C'est comme être un homme gai dans les années 1950 », m'a-t-il dit. « La police est là pour vous arrêter, et non pour vous protéger. Lorsque des gens essaient de vous empêcher pour votre bien de faire le travail du sexe, c'est ce que faisait la police et ce n'est pas ce que je veux. »

La prostitution est omniprésente dans la sphère commerciale du monde homosexuel, comme les bars, les clubs, les saunas, etc. Plusieurs gais m'ont dit que dans leur jeunesse, on s'attendait presque à ce qu'ils complètent leurs revenus en vendant du sexe à des hommes plus âgés. Un certain nombre d'hommes m'ont dit ne plus fréquenter de bars gais commerciaux par écœurement de voir les publicités de « garçons à louer » affichées dans les magazines gais.

Je fouille cette question plus avant dans mon nouveau livre « The Pimping of Prostitution – Abolishing the Sex Work Myth », et j'en conclus que la prostitution n'est pas une forme de sexualité. Il existe une nette différence entre une préférence ou une identité sexuelle et la prostitution (une forme de violence masculine). Les jeunes qui s'affirment en tant que lesbienne ou gai méritent notre soutien et une protection contre l'intolérance. Ils ne méritent pas de se faire conter le mensonge insultant que vendre leur autonomie sexuelle est la même chose que célébrer leur sexualité.

Je ne serais pas arrivée là si... Si je n'avais pas éprouvé une curiosité intense en entendant des camarades étudiants en philosophie me parler d'un séminaire absolument «exceptionnel» fait par un professeur dont je n'avais jamais entendu le nom et qui s'appelait Claude Lévi-Strauss. J'avais 20 ans, j'étudiais l'histoire-géographie, et leur enthousiasme était tel qu'il fallait que j'entende, de mes propres oreilles, ce qui se passait dans ce cours de l'Ecole pratique donné à la Sorbonne. Ce fut une révélation.

Annick Cojean : De quoi traitait donc ce séminaire ? : De la «parenté à plisanterie» à Fidji. Et je vous assure que, pour une jeune fille qui sortait de sa province et qui faisait alors des études très classiques, c'était stupéfiant. Découvrir qu'il existait des sociétés où des beaux-frères pouvaient se saluer différemment et utiliser tel ou tel type de plisanteries selon qu'ils avaient épousé la sœur aînée ou la sœur cadette de l'autre ouvrait des perspectives sur des mondes, des idées, des usages que je n'avais jamais soupçonnés. C'était d'une ouverture et d'une fraîcheur fabuleuses !

J'ai suivi la première année de cours avec passion. Totalement conquise. L'année suivante, c'était encore plus fort ! Le séminaire portait sur la chasse rituelle aux aigles chez les Hidatsas, des Indiens d'Amérique du Nord. Vous n'imaginez pas combien, dans une époque sans télévision, ce sujet pouvait se révéler fascinant. C'était tellement mieux que mes cours d'histoire !

De nature à vous faire changer d'orientation ? : Oh oui ! D'un coup, j'avais la tête ailleurs, alors qu'il fallait que je termine mon diplôme en histoire du Moyen Age. Lorsque Claude Lévi-Strauss a annoncé un jour qu'un nouvel institut de sciences humaines appliquées recherchait pour partir en mission en Afrique un ethnologue et un géographe, j'ai tout de suite postulé au poste de géographe. Mais on n'a pas voulu de moi parce que j'étais une fille. Entendez : trop fragile, incapable de survivre à la chaleur, à l'eau sale, aux moustiques, aux serpents, aux scorpions, aux animaux féroces... Bref, le poste est resté vacant quelques mois. Et ce n'est que faute de candidature masculine qu'on a fini par agréer la mienne. Il fallait bien faire contre mauvaise fortune bon cœur ! En 1957, je suis donc partie en mission en Haute-Volta. Et ma vie s'en est trouvée bouleversée.

C'était la première fois que vous vous heurtiez à une discrimination des femmes ? : De manière aussi caractérisée, oui ! Mais il faut dire que, avant l'université, j'étais dans des écoles de filles. Aucune rivalité avec les garçons. Seulement des accrochages, des lancers de boules de neige cachant des pierres et des jeux de mots sexistes criés, d'un trottoir à l'autre, par les gars d'un lycée proche du mien, le long de la rue de Rome, à Paris.

Aucune différence entre garçons et filles au sein de la cellule familiale ? : Aucune en apparence. Même droit aux études pour mon frère et ses deux sœurs. Même argent de poche distribué solennellement par mon père dans des enveloppes identiques. Mais la discrimination était insidieuse. Il n'était pas question par exemple que mon frère desserve la table ou mette le couvert. Il fallait être aux petits soins pour lui. Et, lorsque nous étions en vacances à la campagne, ma sœur et moi tricotions pull-overs et chaussettes, assises dans la cour, aux pieds de nos grands-mères, tandis que mon frère partait faire du vélo avec ses copains en toute liberté.

Vous n'aviez pas le droit de sortir ? : Ah non ! Quand on sortait à vélo, c'était uniquement accompagnées par nos grands-mères. Elles nous paraissaient vieilles, mais elles n'avaient qu'une cinquantaine d'années et enfourchaient prestement leur bicyclette. Je me souviens d'un jour où nous avons voulu semer notre grand-mère maternelle, prises d'une soudaine fébrilité. On a foncé comme des folles, puis on s'est arrêtées au bord du talus pour l'attendre. Au bout d'un long moment, comme elle n'arrivait pas, on est reparties en sens inverse et on l'a retrouvée par terre, le poignet fracturé. Vous imaginez la culpabilité !

Cette différence de droits et de libertés avec votre jeune frère vous avait donc fait toucher du doigt la domination masculine ? : Oh elle m'était apparue bien plus tôt ! Pendant la guerre, nos parents nous envoyoyaient séjourner en Auvergne, chez les oncles et cousins de mon père, pour nous requinquer et nous faire grossir, car dans les fermes, il y avait encore du beurre, du lait, des

œufs... Pendant les repas, chacun prenait sa place selon un ordonnancement immuable. Au bout de la table s'installait le fermier, muni de son couteau de poche pour tailler les miches de pain. En face, se tenait le premier valet, puis ses fils, encore très jeunes, les autres valets, et enfin moi, la petite cousine. La mère et l'épouse ? Elles ne s'asseyaient pas. Elles apportaient les plats, servaient les hommes... et mangeaient debout les restes du repas. La tête du lapin ou la carcasse du poulet. Jamais les morceaux de choix. Quand il fallait de l'eau fraîche, c'est moi qu'on envoyait à la source, et pas un des valets qui aurait pourtant eu moins de mal à porter le seau que la petite fille que j'étais.

Vous perceviez l'injustice ? : Elle m'indignait ! Mais il y avait autre chose. Sur le palier de l'escalier qui montait aux chambres se trouvaient deux chromos qui représentaient la pyramide des âges de la vie pour l'homme et pour la femme. Une marche par décennie, accompagnée d'un dessin représentant le personnage ainsi qu'un vers de mirliton. A 20 ans, on voit l'homme choisir une épouse ; à 30 ans il admire ses fils ; à 50 ans, il triomphe, bras étendus, « maîtrisant le passé et le futur ». Puis il entame la descente, curieux et vif, se promenant dans le pays, apprenant à connaître le monde et les autres. Il meurt l'esprit tranquille parce qu'il a bien rempli sa vie. Pour la femme, c'est une autre affaire. A 10 ans, c'est une fille innocente : « pour elle la vie est ravissante ». A 20 ans, « son cœur tendre s'ouvre à l'amour ». A 40 ans, elle bénit le mariage de ses enfants et la naissance de ses petits-enfants. A 50 ans, déjà vieillie, « elle s'arrête, au petit-fils elle fait la fête ». Et puis elle amorce sa descente « dans la douleur », appuyée sur un garçon, fils ou petit-fils, et elle meurt « sans courage ».

Mais c'est désespérant ! : Je ne vous raconte pas d'histoires ! J'ai toujours ces chromos ! La différence de condition entre l'homme et la femme me sautait chaque jour aux yeux et je ne comprenais pas ce que signifiait : « A 50 ans, elle s'arrête ». Elle s'arrête de quoi ? Personne ne pouvait me répondre. Ce n'est que plus tard que j'ai compris : elle est ménopausée, elle s'arrête donc d'être féconde et séduisante, elle a perdu toute valeur, contrairement à l'homme, en pleine possession de sa force. C'est une sacrée leçon quand on est enfant.

Seulement si on a les moyens d'avoir un œil critique et de s'en indignier. Sinon, c'est un outil de propagande sexiste qui conditionne l'esprit ! : C'est bien le problème. Enfant, je voyais que la vie se passait comme ça, et que le chromo affichait en fin de compte une sorte de normalité. Et en même temps, j'étais saisie par un profond sentiment d'injustice en comparant à chaque étape les images de l'homme et de la femme. Et ces petites phrases assassines...

A quoi rêviez-vous, un peu plus tard, en tricotant sagement aux pieds de vos grands-mères ? : J'essayais de suivre leurs conversations, qui n'étaient en fait que des commérages. C'était leur seul terrain d'entente, car elles ne s'aimaient guère. Alors, contraintes de cohabiter pendant l'été, elles parlaient des uns et des autres, des mariages notamment. La Lucette de chez Chevalère avait rencontré au mariage d'Untel le cousin germain d'Unetelle qui n'était autre que le frère du cousin germain de sa belle-sœur... Je m'efforçais de suivre le dédale des liens familiaux, de décrypter tous les rapports de parenté, et je trouvais cela passionnant !

La conclusion était souvent très simple : deux frères épousaient deux sœurs, ou bien tel mariage unissait des cousins issus de germains. Mais l'intéressant, c'était de suivre le cheminement compliqué des protagonistes - qui n'avaient aucune vision d'ensemble - et les raisons des choix aboutissant à telles structures.

Vous faisiez déjà de l'ethnologie ? : Sans le savoir ! Cela m'a donné une forme d'agilité intellectuelle très utile pour mener plus tard des études de parenté. Je crois beaucoup à ces façonnages qui nous viennent de l'enfance.

Mais comment vous projetiez-vous dans le futur ? Etiez-vous fascinée par certains rôles ? : Au contraire ! J'étais épouvantée par certains rôles !

Lesquels ? : Eh bien, je me croyais condamnée, par la force des choses, au rôle de mère de famille, sans toutefois parvenir à me projeter ainsi. Impossible de m'imaginer passer ma vie à m'occuper d'un intérieur, d'un mari, d'enfants. Non, vraiment, je ne pouvais pas. Je ne savais pas ce que je ferais, je ne savais même pas que l'ethnologie existait. Mais j'entendais être autonome, choisir ma vie, ne pas me laisser contraindre ni dominer. Et je n'écartais d'ailleurs pas l'idée de rester célibataire.

Quel modèle formait le couple de vos parents ? : Une petite bourgeoisie raisonnable sortie de la paysannerie. Je ne dirais pas satisfaite, mais convaincue d'être arrivée au mieux de ce qu'elle pouvait faire, à charge pour les enfants de poursuivre le chemin. L'idée de réussite sera d'ailleurs incarnée à leurs yeux par mon frère, devenu ingénieur des mines, et ma sœur, chirurgienne-dentiste. Des métiers connus et rassurants. Tandis que moi... Je crois qu'ils n'ont réalisé ma compétence dans un domaine que lors de ma leçon inaugurale au Collège de France, en 1983, lorsque j'ai succédé à Claude Lévi-Strauss. Mais c'était un peu tard...

Avez-vous perçu enfin de l'admiration dans leurs yeux ? : Ma mère a continué de dire « ma pauvre fille, tes livres ne sont pas pour moi. » Elle n'en a lu aucun.

Pourquoi «ma pauvre fille» ? Vous réussissiez, vous étiez épanouie, louangée... ? : C'est ainsi qu'elle m'appelait. Je n'étais pas conforme à son modèle et elle ne comprenait pas cette fille qui ne voulait pas «se contenter» et choisissait un métier qu'on n'arrête pas à 6 heures du soir.

Une «pauvre fille» avec du caractère ! N'avez-vous pas claqué la porte du domicile familial sur un coup de tête ? : Disons sur une impulsion. Les logements étaient rares à Paris, dans les années 1950. Et nous avions échangé notre logement de Saint-Etienne contre un appartement à Paris qui était sympathique, mais très étroit pour contenir mes parents, mon frère, ma sœur, ma grand-mère et moi. Or nous disposions d'une minuscule chambre de bonne dans laquelle je rêvais de mettre mon lit. Ma mère s'y opposait : l'accès à cette chambre signifiait que je pourrais entrer et sortir à son insu. Ce n'était pas mon genre, mais on surveillait les filles de près à l'époque, fussent-elles étudiantes. J'ai supplié, insisté, expliqué que j'avais du mal à travailler à côté de ma sœur qui écoutait la radio, etc. Jusqu'à ce que ma mère, ulcérée, me lance un jour : « Si tu n'es pas contente, tu n'as qu'à t'en aller ! »

Et vous êtes partie ? : Sur-le-champ ! J'étais majeure, j'avais 22 ans. Je suis allée chez un ami, puis j'ai loué une chambre de bonne sur un sixième étage de la rue Gay-Lussac, avec l'eau sur le palier. Et ce fut le bonheur. Oui, je me souviens de ces années-là, 1955, 1956, comme d'une période d'éblouissement, entre camaraderie, université, découverte de l'ethnologie, aventures intellectuelles. Nous nous retrouvions tous les soirs en petite bande dans un café, Le Tournon, décoré de fresques représentant le jardin du Luxembourg. Et je me rappelle presque avec extase ces moments où nous refaisions le monde, heureux d'y côtoyer des musiciens et écrivains noirs américains exilés en France. C'était vivant, électrique, fécond. On se sentait pleinement exister.

Et puis vous mettez le cap sur l'Afrique. : Oui. Et je n'oublierai jamais ce moment extraordinaire que fut mon premier contact avec la terre africaine. C'était à Niamey, à la tombée de la nuit. En posant mon pied sur le tarmac, tout juste sortie de la Caravelle, j'ai été saisie par la puissance de l'odeur de la terre. Une odeur d'humus et de poussière. Une odeur chaude, épicee, âcre, enivrante. Qui monte dans les narines et qui n'est comparable à nulle autre. Je me suis immédiatement sentie là où je devais être. A ma place naturelle.

Le travail en village auprès des populations Mossi et Panna vous a-t-il tout de suite intéressée ? : J'ai su instantanément que j'avais trouvé ma voie. Michel Izard était l'ethnologue et moi la géographe, mais nous avons tout de suite partagé équitablement les tâches, et c'est ce dont je rêvais.

Quelle chance de trouver sa voie ! : C'est vrai. C'était en 1957, et je peux le confirmer quelque soixante années plus tard. Non seulement je ne regrette rien mais, si c'était à refaire, je sauterais dans la même aventure à pieds joints.

Tant de jeunes gens tâtonnent sans trouver de pôles d'intérêt : Quand on a ce coup de chance, il faut savoir le saisir. Je l'ai toujours dit à mes étudiants, et surtout à mes étudiantes. «Osez ! Foncez !» Et ne vous laissez pas freiner par des problèmes d'appartement, de famille ou de points de retraite. Cela m'a toujours fait de la peine de voir des jeunes se priver de l'aventure de leur vie parce qu'ils avaient peur de lâcher ce qu'ils avaient à Paris.

Lorsque vous avez décidé de vous marier avec l'ethnologue Michel Izard, au bout de six mois d'Afrique, vous n'avez pas eu envie de rentrer à Paris ? : Ah non. Cela faisait partie de l'originalité de notre choix à tous les deux. C'était en 1958, juste avant l'indépendance, et le dernier administrateur européen a pu nous marier très simplement au Cercle de Tougan. Ni l'un ni l'autre n'étaient portés sur les grands événements familiaux. Ma sœur s'était mariée peu de temps avant, en grand tralala bourgeois, robe à traîne et grand voile. Il était hors de question que je souscrive à cela. Je ne pouvais pas !

Après des travaux sur la parenté, l'alliance, le corps, l'inceste, c'est l'universalité de la domination masculine qui a rapidement concentré votre attention : Oui. Car c'est le cas depuis la nuit des temps, alors même que cette hiérarchie entre les sexes est une construction de l'esprit et ne correspond à aucune réalité biologique. Hommes et femmes ont les mêmes capacités physiques, cérébrales et intellectuelles. Mais la domination des hommes, qui structure toutes les sociétés humaines, est partie du constat, fait par nos ancêtres préhistoriques, que seules les femmes pouvaient faire des enfants : des filles, ce qui leur semblait normal, mais également des garçons, ce qui les stupéfiait.

Le coût étant nécessaire à la fécondation, ils en ont conclu que c'était les hommes qui mettaient les enfants dans les femmes. Pour avoir des fils, et prolonger l'espèce, il leur fallait donc des femmes à disposition. Des femmes dont il fallait s'approprier le corps car il importait que personne ne leur vole le fruit qu'ils y avaient mis. Des femmes sur lesquelles ils pouvaient aussi capitaliser, puisque ne pouvant pas couver avec leurs sœurs, en vertu de l'interdit de l'inceste, ils pouvaient au moins les échanger contre les sœurs des autres hommes. Ainsi s'est créée une société parfaitement inégalitaire où la mainmise sur les corps et les destins des femmes a été assurée, au fil du temps, par des privations (d'accès au savoir et au pouvoir) et par une vision hiérarchique méprisante.

On ne peut pas nier une différence de stature physique qui accentue la vulnérabilité de la femme : Même cette dysmorphie a été construite ! J'ai une jeune collègue qui a travaillé sur ce sujet et elle montre que toute l'évolution consciente et voulue de l'humanité a travaillé à une diminution de la prestance du corps féminin par rapport au masculin. Depuis la préhistoire, les hommes se sont réservé les protéines, la viande, les graisses, tout ce qui était nécessaire pour fabriquer les os. Alors que les femmes recevaient les féculents et les bouillies qui donnaient les rondeurs. C'est cette discordance dans l'alimentation - encore observée dans la plus grande partie de l'humanité - qui a abouti, au fil des millénaires, à une diminution de la taille des femmes tandis que celle des hommes augmentait. Encore une différence qui passe pour naturelle alors qu'elle est culturellement acquise.

Comme le serait la répartition sexuelle des tâches et des rôles dans la société ? : Evidemment ! Pourquoi le fait de mettre des enfants au monde entraînerait-il l'obligation pour les femmes de faire le ménage, les courses, la cuisine et d'entretenir un mari ? Je ne perçois ni la logique ni le rapport. Il a fallu qu'intervienne toute une série de raisonnements, de croyances, de pensées multiples pour organiser cette répartition qui n'a rien de naturel.

Les évolutions médicales, comme la procréation médicalement assistée (PMA), chamboulement-elles les constructions mentales que vous évoquez ? : Voyons, la vraie révolution, c'est la contraception ! Pour

la première fois de l'histoire de l'humanité, les femmes peuvent choisir si elles veulent ou non procréer, quand, combien de fois, avec qui. Elles redeviennent sujets à part entière.

« C'est la fin du pouvoir de l'homme et du père », s'alarmait un parlementaire au moment du vote de la loi Neuwirth. Il avait raison. C'est un retournement de situation, car la contraception intervient très exactement là où s'est noué l'assujettissement féminin. Quant aux autres évolutions, comme la PMA, qui offre à des femmes la possibilité d'avoir des enfants quand la nature ne le leur permettait pas, elles me semblent aller de soi. L'idée d'une égalité des deux sexes dans la procréation progresse.

Avez-vous personnellement subi, au cours de votre carrière, les manifestations du machisme ? :: Je ne connais pas une seule femme qui puisse dire n'avoir jamais affronté le machisme ! Mais je ne l'ai pas subi dans ses formes outrancières. Seule femme parmi une cinquantaine d'hommes au Collège de France, je m'étais fondue dans le groupe au point qu'ils avaient de sévères oubliés de langage. C'est ainsi que, lors d'une réunion préalable au choix de futurs collègues, un professeur s'est levé pour défendre une jeune helléniste. Il ne connaissait pas sa spécialité, a-t-il avoué, mais il se rappelait avoir été près d'elle lors d'un colloque et que : « C'est une beauté ! Elle a des jambes, mais des jambes ! Un buste merveilleux, un port de tête, une manière de se tenir... Elle est extraordinaire ! » J'ai souhaité prendre la parole, et j'ai demandé si, comme à l'armée, nous avions une «note de gueule». Mes collègues ont ri. Puis ont baissé la tête. Il n'en a plus jamais été question.

Tout l'intérêt d'un arrêt sur image... : C'est cela. Une petite phrase suffit parfois pour faire prendre conscience de l'anomalie qu'il y a à perpétuer un discours obsolète. Il nous faut être vigilantes. Ne rien laisser passer. Il y a quelques années, un slogan courait : la mise à bas de la domination masculine commence par refuser le service du café.

Vos travaux et l'impact de vos livres vous ont-ils obligée à vous impliquer dans les débats publics ? : Bien sûr. Je n'ai jamais été une militante de rue, peut-être à cause de mes problèmes de santé. Peut-être aussi, comme l'a dit une jeune amie, parce qu'on ne peut pas brandir dans la rue une pancarte : «A bas la valence différentielle !» Mais, sans militer dans des groupes constitués, j'ai accompagné des mouvements féministes. En sous-main. Par écrit. Mais je me sens pleinement enrôlée dans la lutte des femmes pour l'égalité.

Que pensez-vous du déferlement de paroles et de témoignages de femmes victimes de harcèlement ou d'agressions sexuelles, dans la foulée de l'affaire Weinstein ? : Je trouve ça formidable. Que la honte change de camp est essentiel. Et que les femmes, au lieu de se terrer en victimes solitaires et désemparées, utilisent le #metoo d'Internet pour se signaler et prendre la parole me semble prometteur. C'est ce qui nous a manqué depuis des millénaires : comprendre que nous n'étions pas toutes seules !

Les conséquences de ce mouvement peuvent être énormes. A condition de soulever non pas un coin mais l'intégralité du voile, de tirer tous les fils pour repenser la question du rapport entre les sexes, s'attaquer à ce statut de domination masculine et anéantir l'idée d'un désir masculin irrépressible. C'est un gigantesque chantier.

Vous incriminez l'indulgence de la société à l'égard des «pulsions» masculines ? : Bien entendu ! Nous sommes des êtres de raison et de contrôle, pas seulement de pulsions et de passions. Si j'ai une pulsion mortifère à votre égard, je ne vais pas vous sauter dessus pour vous égorger. La vie en société impose des règles ! Mais on a si longtemps accepté l'idée que le corps des femmes appartenait aux hommes et que leur désir exigeait un assouvissement immédiat ! On justifiait ainsi le port du voile, l'enfermement des femmes, voire le viol : seule la femme serait responsable du désir qu'elle suscite. Mais enfin, c'est insensé ! C'est se reconnaître inhumain que d'affirmer qu'on nourrit des pulsions incontrôlables ! Et qu'on ne nous parle pas de désir bestial ! Les bêtes ne violent pas leurs partenaires, sauf les canards je crois. Et jamais ne les tuent.

Quelles sont les urgences ? : L'urgence ? Le nourrisson, le jardin d'enfants, les premières classes du primaire. Les premières impressions de la vie sont fondamentales. Et il faut que l'école y aille fort si l'on veut contrer ce qu'entendent les enfants à la télévision, dans la rue, la pub, les BD, les jeux vidéo et même à la maison.

Après vos ouvrages sur le masculin/féminin et autres travaux sur ce thème, comme libérée des pesanteurs universitaires, vous avez publié deux petits livres énumérant souvenirs, émotions, sensations. Comme une définition du bonheur ? : Plutôt que de bonheur, je parlerais de joie. Ce n'est pas la même chose. Je trouve dans la joie une splendeur à vivre, y compris dans la douleur. Et ce n'est pas un habit dont je me suis revêtue pour supporter les difficultés de l'existence. Non, je crois simplement que j'ai été armée très tôt pour cette capacité à accéder à la joie pure.

Car ce serait un don ? : Je crains en effet que cette aptitude ne soit pas donnée à tout le monde. J'ai cette propension à jouir du moment présent, sans anticiper sur les joies du lendemain. A tout apprécier. Jusqu'à l'éclat du soleil d'automne que j'aperçois à cet instant à travers la vitre.

12 - Extrait des actes du colloque "Patriarcat : prostitution, pédocriminalité et intégrismes - Propos de Mélusine Vertelune

Tant que le viol est perçu comme une violence exceptionnelle qui ne pourrait être commise que par un inconnu, condamner le viol n'engage à rien. Tant que la représentation que l'on se fait du viol est cantonnée à une agression brutale commise contre une victime qui se débat, qui crie son non consentement et qui sera ensuite capable d'aller porter plainte contre son agresseur toute seule comme une guerrière invaincue, il est facile et n'engage à rien de déclarer que l'on combat le viol. L'écrasante majorité des viols sont commis par un proche de la victime ou par un individu qui achète un « permis de viol » (un prostitué donc). Et lorsque la victime d'un viol commis par l'un de ses proches trouve le courage de prendre le risque de dénoncer le viol à l'entourage qu'elle a en commun avec son agresseur, chaque membre de cet entourage révèle son « vrai visage ».

Il y a celles et ceux qui prennent partie pour l'agresseur, celles et ceux qui prétendent être neutres pour ne pas assumer clairement leur manque de solidarité avec la victime, plaçant cette dernière au même niveau de crédibilité que l'agresseur et prônant la fameuse « présomption d'innocence » de l'accusé qui induit de fait une « présomption de mensonge » affublée à la victime dite « présumée ».

Les moins nombreuses sont les plus courageuses, celles et ceux qui prennent clairement, définitivement, radicalement et publiquement partie pour la victime et contre le violeur. Sans elles, la victime n'a quasiment aucune chance de reconstruire sa vie après la séance de torture physique et mentale qu'elle a subi et l'humiliation infligée collectivement par les défenseurs du violeur.

Ce schéma, on le retrouve partout où le patriarcat façonne les mentalités : dans des groupes d'amis, dans des associations, dans des entreprises, dans des organisations politiques, dans les tribunaux, et surtout dans certaines familles.

Lorsque le viol est incestueux, il est encore davantage interdit d'en parler que de le commettre. Chaque famille incestueuse est comme un petit État totalitaire et archaïque avec ses tyrans, ses bourreaux, ses collaborateurs passifs et actifs, ses boucs-émissaires et ses résistant-e-s. L'enfant victime d'inceste y est enfermé-e à tous les niveaux, et torturé-e dans tous les sens du terme. C'est une petite dictature au sein de laquelle est organisé un rituel sacrificiel scellé par une loi du silence qui lie ses membres dans une « cohésion » aussi artificielle qu'étouffante. C'est le sacrifice interminable d'un enfant, 7 fois sur 10 une petite fille, sur l'autel de la divinité phallique du système patriarcal.

Le complexe d'œdipe, inventé par un médecin sacré et certes brillant, mais dont l'ambition dépassait l'honnêteté, participe à l'invisibilisation de l'inceste bien réel et à la culpabilisation des

victimes(1). L'inceste réel n'est pas interdit par le patriarcat. Au contraire, il est encouragé, car il en est l'un des plus anciens et des plus solides piliers.

En effet, le patriarcat, c'est la dictature du père, de la figure paternelle et de ses représentantes. C'est le système qui structure la domination, la chosification, l'oppression et l'exploitation des femmes et des enfants par les hommes et les adultes, voir les aîné-e-s d'une même fratrie. Depuis quelques milliers d'années, le patriarcat fait de notre planète une gigantesque prison pour toutes les femmes, tous les enfants et certains hommes. Ceux qui ont les clefs entre leurs mains sont les agresseurs sexuels, leurs complices, leurs soutiens et leurs défenseurs.

Selon les statistiques internationales, 700 millions de femmes et de petites filles sont actuellement mariées de force. Toutes subissent quotidiennement des viols conjugaux. Beaucoup d'entre elles sont des mineures qui ont un «lien de sang» avec les hommes qui les ont achetées. Ces viols sont donc très souvent incestueux. L'âge moyen d'entrée dans la prostitution est 14 ans. Tous les agresseurs de ces victimes là sont donc des pédocriminels.

Briser la loi du silence permet à la victime de reprendre sa vie en mains, de choisir ses fréquentations en toute connaissance de cause et de détruire, en partie, le pouvoir exercé par son agresseur. Briser la loi du silence à plus grande échelle, à propos de toutes les formes que prend le viol, à commencer par les plus fréquentes, c'est à dire le viol incestueux, conjugal ou tarifé est la première étape pour démolir le système patriarcal.

Le viol permet aux bénéficiaires et défenseurs du système patriarcal de propager la terreur. Pas besoin que toutes les femmes soient victimes ou survivantes du viol pour que toutes les femmes soient terrifiées à l'idée qu'elles sont considérées comme violables et donc potentiellement en danger d'être violées. Toutes finissent, un jour ou l'autre, par redouter le viol et adaptent leur comportement dans le but d'amoindrir ce risque. En vain, car en réalité le viol ne dépend ni de l'attitude ni de l'aspect physique des victimes. Il n'est pas le résultat d'une pulsion sexuelle ni d'une maladie mentale. Le viol est un acte politique qui vise à affirmer la suprématie du genre masculin.

Un prédateur est un animal carnivore qui chasse et qui tue pour s'alimenter. Il n'a pas le choix. Il doit tuer pour se nourrir, sinon il meurt. Un violeur, est un homo sapiens (dans l'écrasante majorité des cas un mâle) qui a fait le choix de démolir la vie d'une, voir plusieurs, humainE-s), plus souvent qu'on ne le croit des petites filles, en utilisant l'arme favorite du système patriarcal pour exercer sa domination masculine et les terroriser toutes en en agressant quelques unes (beaucoup quand même : au moins 205 par jours rien qu'en France). Si un violeur, ne parvient pas à violer, il ne meurt pas. Il n'est pas un prédateur. Il n'est pas "sous l'emprise de pulsions sexuelles". Il est juste un vrai salopard qui trouve divertissant le fait de torturer des humainEs en les traitant comme des produit de consommation, voir comme des déchets. La perversité, le sadisme, la méchanceté, la volonté de dominer, la violence arbitraire n'ont rien de "bestiales". Elles n'ont rien à voir avec l'animalité. Elles sont, au contraire, typiquement humaines et s'expriment pleinement dans la culture patriarcale qui a colonisé toute la planète depuis quelques milliers d'années.

Le traumatisme qui résulte du viol est toujours trop important pour que les victimes puissent reconstruire leur vie sans un vrai soutien intransigeant et assumé. Une victime de viol risquera fortement de tomber dans les pièges du silence et du pardon si elle ne constate pas que d'autres personnes déclarent publiquement le fait qu'elles accordent davantage crédit à sa parole à elle qu'à celle de son agresseur et qu'elles ne lui pardonnent pas, à lui, d'avoir commis un crime définitif et irréparable.

Ne pas pardonner c'est ne pas abdiquer, c'est passer du statut de victime à celui de survivante qui prend conscience qu'elle n'est ni une créature inférieure, ni un produit de consommation, ni un déchet, mais une vraie personne, une personne importante, intelligente et digne, dont l'existence a de la valeur. Ne pas pardonner donne la force de cesser de s'imposer la compagnie des individus dont le comportement est toxique. Ne pas pardonner donne l'énergie de ne plus avoir peur

d'affronter les conflits et de décider de provoquer des ruptures lorsque cela s'avère nécessaire. Ne pas pardonner est la deuxième étape pour se réapproprier sa propre existence.

Ne pas pardonner, y compris aux violeurs que l'on ne connaît pas, y compris à ceux qui sont issus de notre propre mouvance politique, y compris à ceux qui jouent les repentis, y compris à ceux qui plaignent la maladie mentale, ne pas leur pardonner est un acte de solidarité envers toutes les victimes, y compris celles qui sont encore cloîtrées dans le silence.

Qu'il s'agisse de Dieu, du capitalisme, de la famille ou de l'État, les institutions inventées par le patriarcat pardonnent toujours aux violeurs et s'acharnent à imposer ce pardon mortifère aux victimes de viol. Elles remplissent ainsi leur rôle qui consiste à garantir la pérennité du système.

L'État français est coupable de non assistance à personnes en danger et de complicité avec ceux qui commettent un crime qui serait considéré comme crime contre l'Humanité s'il n'était pas massivement commis contre des femmes et des enfants. Son système judiciaire est masculiniste, comme l'a démontré l'anthropologue Dorothée Dussy (2). La faiblesse et la médiocrité des moyens, toujours en baisse, qu'il digne attribué au secours, à l'aide et aux soins pour les victimes démontre son mépris pour ces dernières et sa complaisance vis à vis des criminel-le-s.

Nous manquons de lieu d'accueil, d'accompagnement, de placement et de soins de qualité pour les victimes. Les professionnel-le-s susceptibles d'intervenir dans ces situations sont trop rarement et trop mal formé-e-s. Les institutions chargées de la protection de l'enfance protègent surtout les priviléges des adultes. Les professionnel-le-s compétant-e-s et consciencieu-ses sont trop souvent mises au placard, dénigré-e-s et précarisé-e-s. C'est un comble que la mission de détection des enfants victimes de leur entourage familiale ne soit pas pleinement confiée à l'institution qui les accueille : à l'école, à toutes les écoles du pré-élémentaire au lycée, sans oublier les établissement privés (puisque il n'y a pas davantage de violences intrafamiliales chez les pauvres que les riches). Car à l'école, il n'y a presque jamais une assistante sociale et un médecin auprès desquelles les enfants pourraient se confier en toute sécurité.

Quant à la question des sanctions contre les criminels, il est urgent et impératif de cesser de placer au même niveau d'analyse et de traitement les atteintes aux biens et les violences infligées aux êtres vivant-e-s. Comme tou-te-s les anarchistes, je rêve d'un monde sans prison. Cependant, lorsqu'un agresseur, un tortionnaire, un tueur est en liberté, en toute impunité et sans aucune entrave qui le dissuade concrètement de traiter des êtres comme des choses, c'est nous qui sommes emprisonné-e-s sur notre propre planète. Les prisons sont surpeuplées par des personnes qui ne devraient pas y être (des voleurs qui n'ont pas commis de violence, des femmes dans des situations comparables ou proches de celle de Jacqueline Sauvage, des toxicomanes, des sans-papiers, etc...). Commençons par libérer toutes ces personnes. Si elles ont volé, endommagé, détruit une chose appartenant à autrui qu'elles soient condamnées à rendre, réparer ou rembourser, mais pas enfermées. Qu'elles bénéficient d'aides et de soins adaptés à leurs situations. Mais en ce qui concerne la torture sous toutes ses formes (à commencer par le viol), la brutalité, le harcèlement, le meurtre (sauf en cas de légitime défense ou dans des cas comme celui de Jacqueline Sauvage), il s'agit là de crimes irréparables qui ne doivent pas être pardonnés. Ces agresseurs qui ne méritent pas d'être appelés « auteurs », détiennent un pouvoir au moment où ils commettent leurs crimes. Tant qu'on ne leur aura pas retiré ce pouvoir il continueront. En attendant que l'Humanité soit enfin débarrassée du patriarcat et de tout ce qu'il a engendré (y compris les religions, les État et l'exploitation humaine), on ne doit plus décentement traiter ces oppresseurs avec bienveillance. Dans une perspective révolutionnaire vers une Humanité sans prison, il faut envisager une période de transition durant laquelle nous devons lutter pour une véritable politique de protection de l'Enfance, faire de l'éducation féministe des enfants et des adultes non criminel-le-s une priorité, indemniser, soigner et aider les victimes. Les agresseurs eux doivent être sanctionnés par la prison ferme, l'expropriation, et la suppression de leurs droits civiques et civils.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

13 - La Table d'Heshima au Food Market - Jeudi 9 novembre

Venez nous retrouver nombreux au Food Market, le jeudi 9 novembre, de 18h à 22h30, 24/34 Boulevard de Belleville entre les stations Couronnes et Menilmontant.. Edition spéciale Afrique !
<https://www.facebook.com/HeshimentVotre/> ; <http://www.lefoodmarket.fr/>
Facebook: [latabledhesshima](#)

14 - "Les violences à l'encontre des Femmes : ici et ailleurs un même fléau dévastateur.

Dénonçons ! Agissons ! - Romans - 24 novembre

La Marche Mondiale des femmes 26/07 et le Ciné Lumière vous invitent vendredi 24 novembre dès 19h30 au ciné Lumière à Romans, 5 rue du Président Félix Faure.

* Petit concert bruyant autour d'un buffet avec la BATUCAFAM :

* Suivi d'un ciné-débat : "La belle et la Meute" : "Puissant sur la forme comme le fond, "La Belle et la Meute" est un film qui s'inspire de l'histoire vraie de Meriem Ben Mohamed de la réalisatrice Kaoutherben Hania".

15 - Inauguration de l'allée Maya Surduts à Paris- 26 novembre

Maya Surduts a marqué de son empreinte et de ses réflexions toutes les luttes féministes, c'est un honneur pour la Ville de Paris d'être la première ville à dénommer une rue en son nom.

L'inauguration aura lieu le vendredi 24 Novembre 2017 à 18h00 au terre-plein central au niveau du 109, boulevard de Charonne à Paris 11^{ème}, Métro Alexandre Dumas (ligne 2)

16 - « Sortir du silence » - FDFA - 24 et 28 novembre

Dans le cadre du 25 novembre 2017, Journée Internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, en partenariat avec l'Observatoire Parisien des violences faites aux femmes (OPVF), Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir - FDFA vous propose « Sortir du silence », deux soirées exceptionnelles :

- Vendredi 24 novembre : Café-théâtre littéraire

FDFA invite sur scène des compagnies théâtrales et des artistes féministes pour un spectacle inédit ! Ce café-théâtre littéraire vous proposera de découvrir des textes mettant en avant la lutte contre les violences envers les femmes.

Avec : Blandine Métayer, actrice, autrice, marraine de FDFA et Charlotte de Vilmorin, autrice (*Ne dites pas à ma mère que je suis handicapée, elle me croit trapéziste dans un cirque*) ; La Compagnie Avril Enchanté ; Sara Veyron et le Théâtre du Chaos présenteront des extraits de la pièce « Des coups et du silence » de Georges de Cagliari

Horaires : Accueil du public à partir de 17h30 ; Soirée de 18h00 à 20h30

- Mardi 28 novembre : Projection-débat autour du film « Violences du silence », des personnes ayant assisté à des projections débats interviendront pour témoigner du poids de ce film auprès des publics universitaire, associatif féministe, associatif de personnes handicapées, médical et médico-social... La salle sera invitée à réagir et à dialoguer sur les questions des violences envers les femmes handicapées.

Patronage Laïque - 61, rue Violet - 75015 PARIS ; Bus 70 et 88 - arrêt Violet ; M° Commerce (ligne 8) ; Accueil du public à partir de 17h30 : Soirée de 18h00 à 20h00 ; Accessibilité des lieux pour les personnes en situation de handicap. Retranscription en direct par vélotypie pour les personnes déficientes auditives ; Entrée gratuite sous réserve d'inscriptions préalables.

17 - Le sport, un bastion du sexisme ou un outil pour sortir des violences ? - Paris - 23 novembre

Rencontre interprofessionnelle de l'Observatoire parisien contre les violences faites aux femmes, en présence de sportives de haut niveau, de chercheur-es et d'associations engagées dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Mairie du 12^{ème}. Inscription obligatoire ddct-opvf@paris.fr

18 - Séminaire "Lutter contre le mariage forcé - Soutenir le libre choix amoureux et l'autonomie des jeunes" - ADRIC, Voix de Femmes et Conseil Régional IdF - Paris - 27 novembre

Le mariage forcé confronte les actrices et acteurs associatifs et institutionnels à une articulation de faits sociaux et culturels dont la complexité peut faire obstacle à la protection des victimes. Les personnes qui œuvrent auprès des victimes de mariage forcé dans les divers champs de l'action sociale ont besoin de mieux décoder la complexité de cette violence pour mener à bien leur mission. Pour répondre à ce besoin, un travail collectif a été mené et a conduit à la conception d'un guide méthodologique. Ce guide résulte d'un projet de capitalisation des savoirs piloté par Voix de Femmes et l'ADRIC, et mené en collaboration avec des professionnel-le-s ayant participé à différents niveaux : CICADE, CIDFF du Loiret, Commission départementale contre les violences faites aux femmes des Hauts-de-Seine, Protocole mariage forcé du Val d'Oise représenté par le Conseil départemental du Val d'Oise, Réseau Agir Avec Elles représenté par Eller), Foyer FIT - Une Femme, un Toit, l'INED, Ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI), Observatoire parisien des violences faites aux femmes de la Mairie de Paris, Observatoire des violences envers les femmes du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Réseau jeunes confrontés aux violences et ruptures familiales représenté par le Planning Familial 34, Voix de Femmes.

Le guide réalisé propose des éléments de connaissance et de réflexion, ainsi que des pratiques expérimentées par divers acteurs et actrices de terrain qui accompagnent, depuis de longues années, les victimes de mariage force:

Lundi 27 Novembre 2017 ; 14h00-17h45 ; Auberge de Paris Yves Robert ; 20 Espl. Nathalie Sarraute 75018 PARIS

19 - Livre : « Les sensibilités religieuses blessées - Christianisme, blasphèmes et cinéma - Jeanne Favret-Saada

Depuis la parution des *Versets sataniques* de Salman Rushdie en 1988, nous nous sommes habitués aux accusations islamiques de blasphème contre des productions artistiques, ainsi qu'aux redoutables mobilisations qui les accompagnent. Or, elles ont été préparées, dans l'Europe et les États-Unis des années 1960 à 1988, par celles de dévots du christianisme (dont parfois leurs Eglises) contre des films dont ils voulaient empêcher la sortie. Ils en ont successivement visé quatre, qui font aujourd'hui partie du répertoire international : Suzanne Simonin, La Religieuse de Diderot (Jacques Rivette, 1966) et Je vous salue, Marie (Jean-Luc Godard, 1985) ; Monty Python : La vie de Brian (1979) ; et La Dernière tentation du Christ (Martin Scorsese, 1988).

En se fondant notamment sur des archives inédites, Jeanne Favret-Saada propose une suite de récits qui relatent les ennuis de chacun d'entre eux, et la modification progressive de l'accusation de "blasphème" en une "atteinte aux sensibilités religieuses blessées". Ce sont autant de romans vrais, qui retracent à eux tous un moment unique de l'histoire de la liberté d'expression.

Édition Fayard - Parution : 06/09/2017 ; 544pages

20 - Novembre 2017 à la librairie Violette and Co

- Jeudi 9 novembre, 19h : Rencontre-signature pour la parution de « Améliore ta vie pourrie » de Nicole Ferroni et Sandra Colombo : 70 % des humains (sondage effectué in vitro sur 5 personnes,

dont nous) jugent leur vie médiocre, banale, affligeante, voire les trois à la fois. Quoi de plus stratégique que de proposer un livre destiné à 4 milliards de lecteurs potentiels ? Une chouette planète, des amis, du pognon, de l'amour, mais aussi de l'amour sans oublier un peu d'amour, voilà la recette parfaitement simple d'une vie réussie. C'est donc tout naturellement qu'il est venu à l'esprit de nos deux auteurs ou autrices, ou autaries, l'idée d'écrire ce petit guide de survie à l'usage de ceux qui veulent survivre à la vie. Et comme l'illettrisme touche encore 2,5 millions de personnes en France, Nicole, dans sa grande bonté, a pris soin d'illustrer le tout afin de rendre son contenu aussi accessible que ludique. Nicole Ferroni et Sandra Colombo se sont rencontrées sur le plateau d'n'demande qu'à en rire" en 2012 et, depuis, elles ne se quittent plus, malgré leur différence de taille, et de taille. Elles dorment néanmoins chacune dans leur lit. Ferroni, humoriste mondialement connue (Paris, Los Angeles, La Penne-sur-Huveaune) grâce à ses chroniques sur France Inter, et Colombo, humoriste très drôle également mais tout de même un poil moins connue que l'inspecteur, ont uni leur intelligence pour le meilleur et pour le pire.

- Vendredi 10 novembre, 19h : Rencontre avec Sara Garbagnoli et Massimo Prearo pour leur essai *La croisade «anti-genre»*. Du Vatican aux manifs pour tous (Textuel). Animée par Luca Greco
Qu'est-ce que «la théorie du genre» ? Qui s'y oppose et pourquoi ? Ce livre analyse les tenants et aboutissants d'une croisade lancée dès les années 1990 par le Vatican. Depuis, d'amples mobilisations hostiles à «la théorie du genre» ont été organisées dans de nombreux pays par des groupes catholiques déjà engagés dans la lutte contre l'avortement et l'euthanasie, pour réaffirmer l'«ordre naturel» du sexe et de la sexualité. Cet ouvrage révèle comment cette campagne transnationale a accompagné l'émergence d'un mouvement «anti-genre», en s'appuyant sur les cas d'étude français et italien. En étudiant sa genèse et la logique de l'argumentaire «anti-genre», en reconstituant les étapes de la mobilisation qui en a fait une cause militante, cet ouvrage apporte un éclairage incontournable pour comprendre les enjeux et le succès de cette nouvelle croisade réactionnaire et anti-démocratique. S. Garbagnoli est doctorante à l'Université Paris 3. Ses recherches portent sur la théorie féministe, l'analyse du discours et la sociologie des mouvements sociaux. Massimo Prearo est chercheur contractuel à l'Université de Vérone. Il étudie les mobilisations sexuelles. On lui doit *Le moment politique de l'homosexualité (PUL)* et il co-dirige la revue en ligne *Genre, sexualité & société*. Luca Greco est enseignant-chercheur à l'université Sorbonne-Nouvelle. Il consacre ses recherches aux questions linguistiques sur le genre. -

- Jeudi 16 novembre, 19h : Rencontre avec Elsa Dorlin pour son essai « Se défendre : une philosophie de la violence » (Zones). Une ligne de partage oppose historiquement les corps «dignes d'être défendus» à ceux qui, désarmés ou rendus indéfendables, sont laissés sans défense. Ce « désarmement » organisé des subalternes pose directement, pour tout élan de libération, la question du recours à la violence pour sa propre défense. Des résistances esclaves au jiu-jitsu des suffragistes, de l'insurrection du ghetto de Varsovie aux Black Panthers ou aux patrouilles queer, Elsa Dorlin retrace une généalogie de l'autodéfense politique. Sous l'histoire officielle de la légitime défense affleurent des « éthiques martiales de soi », pratiques ensevelies où le fait de se défendre en attaquant apparaît comme la condition de possibilité de sa survie comme de son devenir politique. Cette histoire de la violence éclaire la définition même de la subjectivité moderne, telle qu'elle est pensée dans et par les politiques de sécurité contemporaines, et implique une relecture critique de la philosophie politique. Elsa Dorlin est professeure de philosophie à l'université Paris 8. Elle est notamment l'autrice de *La matrice de la race* (La Découverte) et de *Sexe, genre et sexualités* (PUF).

- Jeudi 30 novembre, 19h : Rencontre avec Eleni Varikas pour son recueil de textes Pour une théorie féministe du politique (iXe), en présence d'Isabelle Clair et Elsa Dorlin, coordinatrices du livre. Philosophie et polyglotte, Eleni Varikas explore la dimension politique de la domination - la sujexion des femmes et des esclaves, leur exclusion de la démocratie, la naturalisation des

inégalités et des oppressions. Faisant du genre un « concept voyageur », elle travaille sur la modernité avec Locke et Adorno, Virginia Woolf et Hannah Arendt, Donna Haraway et Angela Davis. Ce recueil invite à repenser le concept d'universalisme à la lumière de l'infériorisation des femmes, et celui de la liberté moderne à la lumière de l'esclavage et de la colonialité. Eleni Varikas a publié entre autres *Penser le sexe et le genre* (PUF) et (co)coordonné de nombreux ouvrages, dont plusieurs numéros des *Cahiers du genre*. Les textes sont tour à tour présentés par Michelle Perrot, Toni Negri, Catherine Achin, Elsa Dorlin, Martine Leibovici, Michaël Löwy, Keith McLelland et Sonya Dayan-Herzbrun. Elsa Dorlin est philosophe et Isabelle Clair sociologue.

<http://www.violetteandco.com/librairie/spip.php?>

LIVRES, CINÉMA, TÉLÉ...

21 - Théâtre : Et j'ai pensé à la révolte #nous aussi - du 10 novembre au 29 décembre
Alors que les hashtags pullulent et que les porcs prient pour qu'on ne les dénoncent pas, nous vous proposons d'entendre la parole de femmes qui cherchent à mettre des mots sur l'indicible, de prendre avec nous le chemin parfois sinueux du témoignage d'anciennes victimes qui se rebellent et se redressent.

Il y a deux ans, nous faisions théâtre de récits traumatiques, de tranches de vies confiées par des proches. Aujourd'hui, nous reprenons *Et j'ai pensé à la révolte* pour prolonger cette lutte salutaire. que les hashtags pullulent et que les porcs prient pour qu'on ne les dénoncent pas, nous vous proposons d'entendre la parole de femmes qui cherchent à mettre des mots sur l'indicible, de prendre avec nous le chemin parfois sinueux du témoignage d'anciennes victimes qui se rebellent et se redressent. #moiaussi est un cri trop longtemps réprimé. Plus jamais ça !

Du 10 novembre au 29 décembre, 21h30, les jeudis et vendredi, Théâtre La Croisée des Chemins, 43 rue Mathurin Régnier, 75015 Paris.

22 - Livre : "Toutes des salopes ! Injures sexuelles, ce qu'elles disent de nous" - Sylvie Lausberg

Derrière le leitmotiv "La parole des femmes s'est libérée", il est urgent de renverser la perception de ce phénomène qui nous explose à la figure. S'il s'avère que beaucoup de femmes victimes de sexismes et de harcèlement se sont tuées, nombre d'entre elles ont pourtant essayé de parler. Leur témoignage a été le plus souvent minimisé ou mis en doute et la victime renvoyée à elle-même, à ce qu'elle aurait dû prévoir, ne pas faire, etc. Le sujet au cœur de ces scandales, ce ne sont pas les femmes; ce sont les agresseurs, les harceleurs, les violeurs. Car les femmes qui ont dû subir ces attaques verbales ou physiques sont précisément, pour ces hommes-là, non pas des sujets mais des objets ; objets de convoitise sexuelle, de chantage professionnel, de pressions financières.

Alors plus qu'une parole qui se libère, ce sont des oreilles qui se débouchent aujourd'hui, des yeux qui se décollent et qui s'ouvrent sur un fléau gangrénant toutes les strates de la société contemporaine : la récusation des femmes qui parlent, qui prétendent à une place au soleil, qui réclament la lumière sur leurs talents, leur intelligence, leurs compétences plutôt que sur les fesses, leurs seins, leur apparence physique ou la longueur de leur vêtement.

Oui, le sexismes est partout. Ce qu'on appelle en anglais "everyday sexism" sévit et touche tout le monde. Il maintient les femmes, jugées inférieures aux hommes, hors des espaces de décision, et impose aux hommes une image standardisée avec laquelle ils doivent coïncider pour faire partie de la classe dominante. L'assignation aux stéréotypes vise chacun et chacune, sauf que la structure patriarcale de nos sociétés donne un avantage historique et permanent aux humains de sexe mâle. Tant que nous n'aurons pas pris la mesure des effets de cette injustice érigée en norme, nous aurons bon nous offusquer des scandales, le modèle persistera et les dérives continueront.

Comment agir ? Par où commencer ? Mon dernier essai "Toutes des salopes! Injures sexuelles, ce qu'elles disent de nous", propose un décryptage de ce qui nous arrive par une analyse de l'histoire du sexisme via le langage et plus spécifiquement les injures sexuelles.

D'abord, parce que tout est langage et que celui-ci constitue le réservoir et l'interface de notre rapport au monde. Ensuite parce que l'être humain a ceci de spécifique que son désir n'est pas lié à la reproduction et que sa sexualité est psychiquement nourrie de fantasmes. Des fantasmes qui se manifestent par des images mentales, des élans qui, lorsqu'ils sont légitimés par une culture sexiste, dérapent en prise de pouvoir verbale, psychique puis physique. La généralisation de la stigmatisation des femmes, réduite à leur sexe, pose la violence verbale comme acceptable, peu grave ; celle-ci précède toujours la violence physique. Dans un monde où les chiffres des violences faites aux femmes sont effrayants, j'insiste sur l'ancrage historique ainsi que sur les formes contemporaines de ce fléau qui traverse l'ensemble de la société ; la culture du viol dans les médias, la chanson ou la publicité le démontre à suffisance.

Pour en revenir à la force du langage comme vecteur premier du sexisme, l'insulte à caractère sexuel souvent prononcée inconsciemment ou même innocemment, a comme conséquences la perpétuation d'une misogynie qui continue à façonner les mentalités. Du 17e siècle à nos jours, une des constantes de ce phénomène réside dans le surgissement de l'insulte sexuelle dans un contexte qui ne l'est pas, et pour cause. Si les injures "conne" ou "pétasse" nous paraissent anodins, leur étymologie révèle le contraire. Leur but premier vise à réduire celle à qui elles sont adressées à sa seule dimension sexuelle pour l'empêcher d'exister autrement.

C'est un fait : les injures sexuelles sont opposées aux femmes quand elles sont là où elles dérangent; là où la distribution machiste des rôles suppose qu'elles n'apparaissent pas. C'est précisément ce déplacement des femmes dans l'espace public, au volant, à la tribune de l'assemblée nationale ou à la tête d'un ministère qui provoque l'assaut verbal sexiste. Les exemples recensés ne laissent aucun doute sur l'ampleur du ce phénomène qui se conjugue à celui du harcèlement sexuel. Des exemples relatés par des femmes qui ont osé en parler, mais qui n'ont, jusqu'ici, recueillis que peu d'intérêt.

Aujourd'hui, la donne a sans doute changé. La parole des femmes peut être entendue, espérons-le. Mais détrompons-nous. Ce n'est pas uniquement le scandale Weinstein qui a provoqué le changement. Depuis 2012, les comportements de DSK, les accusations contre Denis Beaupin en France suivis par les vulgarités sexistes de Donald Trump ont coïncidé avec la réplique d'une jeune génération qui a décidé de ne plus se laisser faire. Avec beaucoup de créativité, les filles ont introduit de nouvelles formes de militantisme pour contrer le sexisme au jour le jour. Les tutoriels qui partagent les répliques efficaces, les blogs comme Paye ta Shneck ou l'inscription, à même le sol, des insultes reçues aux harceleurs de rue via le Chalk Walk, sont autant de signes que quelque chose a et doit changer.

Car la parole est à la fois le mal et le remède, pour peu que l'on se penche sur ce sexisme que chacun et chacune perpétue inconsciemment et qu'enfin la société semble prête à rejeter, en dénonçant ceux qui, consciemment, s'en servent pour abuser et agresser, jusqu'ici en toute impunité.

Éditions du SILO, 2017, en vente en ligne sur amazon.fr 4,99€. Edition papier brochée, sortie le 14 novembre

23 - Les Actes du colloque "Patriarcat : prostitution, pédocriminalité et intégrisme"

Suite au colloque de mai 2016, les textes des intervenantes et du collectif d'organisations à l'origine de cette initiative ont été compilés dans des Actes.

Pour les lire : <http://clas.pe.hu/spip.php?article400>

Ils sont aussi été publiés sur le site féministe Sisyphe : <http://sisyphe.org/spip.php?article5400>

24 - La Guide de voyage - vu sur <http://egalactu.com>

La Guide de voyage, c'est un projet lancé par Charlotte Souulary, féministe, voyageuse et blogueuse. Objectif : donner la possibilité à chacun et chacune de voyager autrement, en mettant les femmes à l'honneur ! Parce que, dans tous les pays du monde, il n'y a pas que les « grand hommes » qui ont fait l'histoire : il y a aussi des grandes femmes, et elles méritent d'être visibilisées tout autant !

A Egal'actu, on adore l'idée ! Alors, on a rencontré Charlotte Souulary pour nous en parler.

Pourquoi avoir créé La guide de voyage ? : J'ai beaucoup voyagé grâce à mes différentes expériences dans des associations internationales œuvrant dans le développement de programmes sur les droits des femmes. Et c'est à ces occasions que je me suis rendue compte du décalage entre les initiatives formidables que je découvrais dans ces programmes, et le monde stéréotypé que la plupart des touristes voyaient.

Lorsqu'on visite un pays, il est difficile de s'éloigner des « autoroutes à touristes » et l'on repart avec une image lacunaire du pays. Quand on entre dans un musée ou qu'on lit les pages repères d'un guide de voyage, on découvre en général bien peu de choses sur les femmes. Ou quand on y lit des informations, elles sont souvent très stéréotypées. L'inégalité femmes-hommes est parfois mentionnée, mais presque jamais les femmes agissantes qui ont marqué leur pays.

Pourtant il existe partout dans le monde des femmes agissantes qui ont fait avancer leur société, qui ont fait l'Histoire et qui ont eu un rôle majeur dans les arts, sans que cela ne soit visible malheureusement dans les livres d'histoire ou dans les musées.

Il m'est alors apparu évident qu'il fallait faire évoluer le tourisme sur la question de la visibilité des femmes dans le patrimoine et dans la société. D'autant qu'en voyage, on est souvent dans une plus grande ouverture à l'autre, on a une plus grande curiosité : c'est donc un moment idéal pour découvrir le monde autrement et se sensibiliser à l'égalité femmes-hommes. C'est le but que nous avons donné à l'association La guide de voyage : faire progresser l'égalité femmes-hommes par le voyage.

Quels sont les projets de l'association ? : Depuis six mois environ, nous animons une plateforme web collaborative. Le principe est que des blogueuses du monde entier écrivent sur leur pays, leur territoire. Nous mettons en avant des lieux à visiter sur les pas des femmes célèbres, recensons les festivals, expositions qui valorisent les femmes dans le patrimoine et dans la société, nous donnons des conseils aux voyageuses et aux voyageurs. C'est ouvert à toutes, plus on sera nombreuses à contribuer, plus la plateforme rendra visible la contribution des femmes au patrimoine ! Et, pour aller plus loin, nous avons concocté des guides de voyage, qui donnent des informations pratiques aux voyageuses et aux voyageurs pour visiter le monde autrement.

Un premier guide papier est en prévente ! Comment ça marche ? : Avec ce premier guide, les voyageuses et voyageurs pourront visiter Paris sur les pas d'Edith Piaf, de Simone de Beauvoir ou de Louise Michel, s'intéresser au Paris de Joséphine Baker, mieux connaître Camille Claudel, et beaucoup d'autres encore. Il y a des lieux à visiter, des informations pratiques et bien sûr de nombreux repères qui donnent des clés pour comprendre Paris du point de vue des femmes.

La prévente est ouverte jusqu'au 8 novembre. Pour commander un guide, il suffit d'aller sur le site Ulule. N'est-ce pas le cadeau de Noël parfait à offrir autour de soi ?

Retrouvez La Guide de voyage sur www.laguidedevoyage.com et sur Facebook !